PUBLIC SERVICES INTERNATIONAL

actionaid

La Contradiction des soins:

LE GENRE ET L'AUSTÉRITÉ

ACTIONAID INTERNATIONAL 10TH OCTOBER 2022

CREDIT: ROOS SALBRINK

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été compilé et rédigé par Roos Saalbrink Roos Saalbrink avec la révision, le soutien et les conseils de David Archer, tous deux d'ActionAid International. Des contributions importantes ont été apportées aux versions préliminaires par : Emma Burgisser de Christian Aid ; Friederike Strub du Bretton Woods Project ; Diane Elson, professeur émérite de l'université d'Essex et ancien membre du Comité des politiques de développement des Nations unies ; Constanza Pauchulo, directrice de programme, International Women's Rights Action Watch Asia Pacific ; Sakshi Rai, Nabil Abdo, Oxfam International ; Verónica Montufar, Internationale des services publics ; Huma Haq, Internationale des services publics ; Caroline Othim, Alliance mondiale pour la justice fiscale ; Âurea Mouzinho, Alliance mondiale pour la justice fiscale ; Sophie Efange, Gender and Development Network UK ; Nikola Wachter, Internationale de l'éducation ; Bhumika Muchhala, Third World Network ; Andrea Guillem ; et Isabel Ortiz, Global Social Justice.

Des contributions significatives aux versions préliminaires ont été reçues de la part de : Rachel Noble, ActionAid UK ; Wangari Kinoti, Jess Midwinter et Samantha Bandak d'ActionAid International ; Chikumbutso Ngosi, ActionAid Malawi ; Margaret Brew-Ward, ActionAid Ghana ; Sharaf Nawar Brishti et Mohammad Maruf Hosain, ActionAid Bangladesh ; Foday Bassie Swaray, directeur exécutif d'ActionAid Sierra Leone ; Chelcy Alma Heroe, directeur général et cofondateur d'Informal Workers Organisation (IWO) Sierra Leone ; Aminata K. Lamin, ActionAid Sierra Leone ; Chu Thị HÀ, ActionAid Vietnam et Karol Balfe, ActionAid Irlande et d'autres collègues d'ActionAid International.

POUR CITEZ CE RAPPORT : ActionAid International (2022), The Care Contradiction: The IMF, Gender and Austerity

---

CONCEPTION : www.nickpurserdesign.com

PHOTO DE COUVERTURE : Les infirmières portent de multiples fardeaux de soins : Infirmière au centre de santé d'Agba Amaeta, Nigeria
PHOTO: ACTIONAID

CONTENTS

Résumé exécutif 4

1. INTRODUCTION 6

2. L'ORGANISATION SOCIALE DES SOINS 9

3. L'IMPACT SEXOSPÉCIFIQUE DES CONSEILS DU FMI SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE, LA DETTE ET L'AUSTÉRITÉ 12

4. IMPACT SEXOSPÉCIFIQU DES CONSEILS DU FMI EN MATIÈRE D'AUSTÉRITÉ SUR LES CONTRAINTES DE LA MASSE SALARIALE DU SECTEUR PUBLIC 19

5. LA STRATÉGIE DU FMI EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES : PREMIÈRES RÉFLEXIONS 30

6. UNE ALTERNATIVE PLUS AUDACIEUSE : RECOMMANDATIONS POUR UNE TRANSITION JUSTE ET FÉMINISTE 36

Références 43

LISTE DES ENCADRÉS

1.1 : GHANA : L'IMPACT DU COVID-19 SUR LES JEUNES FEMMES 7

1.2 : DÉFINIR LES SOINS 9

2.1 : SIERRA LEONE : S'ORGANISER POUR CHANGER LE STATUT DES TRAVAILLEURS DOMESTIQUES 11

3.1 : COMPTABILISER LE TRAVAIL DE SOINS NON RÉMUNÉRÉ 14

3.2 : QU'EST-CE QUE L'AUSTÉRITÉ ? 15

3.3 : ZAMBIE : LE LÉOPARD NE CHANGE PAS DE TACHE 16

4.1 : NEPAL: LES RÉDUCTIONS DE LA MASSE SALARIALE DU SECTEUR PUBLIC SAPENT L'ÉDUCATION ET SES TRAVAILLEURS 21

4.2 : BANGLADESH: L'IMPACT DE LA COVID SUR LE TRAVAIL RÉMUNÉRÉ ET NON RÉMUNÉRÉ DES FEMMES 22

4.3 : GHANA: LES INFIRMIÈRES SE RETROUVENT SANS EMPLOI EN RAISON DE LA RÉDUCTION DE LA MASSE SALARIALE DU SECTEUR PUBLIC 22

4.4 : TÉMOIGNAGE DE LA PREMIÈRE LIGNE AU NÉPAL : SUMAN GIRI SHRESTHA, INFIRMIÈRE MILITAIRE 25

4.5 : EFFETS DES RÉDUCTIONS DE DÉPENSES SUR L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ AU NIGERIA ET SUR L'ACCÈS À L'EAU AU GHANA 26

4.6 : SIERRA LEONE: RÉDUCTIONS DE LA MASSE SALARIALE DU SECTEUR PUBLIC LIMITENT LE4 RÉTABLISSEMENT DES SERVICES DE SANTÉ 27

4.7 : VIETNAM: LES JOURNAUX D'EMPLOI DU TEMPS FOURNISSENT DES PREUVES CONVAINCANTES 28

4.8 : OBSERVATIONS DE L'EXPERT INDÉPENDANT DES NATIONS UNIES SUR LA DETTE 28

4.9 : PRINCIPES DES NATIONS UNIES SUR L'ÉVALUATION DE L'IMPACT SUR LES DROITS DE L'HOMME 29

5.1 : LA VISION ET LA STRATÉGIE FONDAMENTALES DE LA STRATÉGIE DU FMI EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMME 31

6.1 : ÉVALUATION SYSTÉMATIQUE DE L'IMPACT DES CONTRAINTES DE LA MASSE SALARIALE DU SECTEUR PUBLIC SUR LES DROITS DE L'HOMME EN FONCTION DU GENRE 39

6.2 : AUTRES RESSOURCES 42

Double emploi : travail rémunéré et non rémunéré au Rwanda.
CREDIT: ACTIONAID

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les femmes, qui effectuent la grande majorité du travail de soins non rémunéré dans les ménages et du travail de soins faiblement rémunéré dans les services publics, subissent de plein fouet les mesures d'austérité,[1] en particulier les réductions de financement du secteur public. Lorsque les services publics sont sous-financés, les femmes sont triplement désavantagées: elles perdent de manière disproportionnée l'accès aux services, n'ont pas la possibilité d'obtenir un emploi décent et assument la charge croissante des soins non rémunérés.

Le monde est confronté à de multiples crises - inégalités, climat, santé, éducation, conflits et dette - qui ont été exacerbées par le COVID-19. Bien que le néolibéralisme soit considéré comme la cause première de ces crises convergentes,[2] c'est la même vision néolibérale du monde qui façonne la réponse, en particulier celle du Fonds monétaire international (FMI). Le FMI est l'organe suprême de l'architecture financière internationale,[3] et le principal défenseur des politiques d'austérité qui ont été imposées dans le monde entier pendant quatre décennies - et qui sont renforcées après le COVID par des coupes massives dans les dépenses publiques.[4] L'effet est de répercuter les coûts de ces crises multiples sur ceux qui sont le moins en mesure de les payer. Les femmes, en particulier, sont devenues les amortisseurs de l'austérité et des crises.

Les féministes demandent depuis longtemps au FMI et à la Banque mondiale de "créer une architecture financière égale, transparente et responsable",[5] critiquant le système économique néolibéral actuel comme étant patriarcal et néocolonial, servant à la fois à exploiter et à exacerber la position relative de subordination économique, sociale et politique des femmes. Dans ce contexte, que devons-nous penser de la nouvelle stratégie d'intégration de la dimension de genre du FMI?[6]

Dans ce nouveau rapport, nous présentons un résumé des dernières données sur les impacts sexospécifiques des conseils politiques du FMI sur l'austérité en général, et sur les contraintes de la masse salariale du secteur public en particulier. Nous examinons la nouvelle stratégie du FMI en matière de genre à la lumière de ces éléments, en soulignant les domaines clés dans lesquels elle n'est pas à la hauteur. Nous proposons ensuite une vision d'un programme plus transformateur en matière de soins, qui devrait guider le FMI et d'autres acteurs engagés dans la lutte contre l'injustice liée au genre.

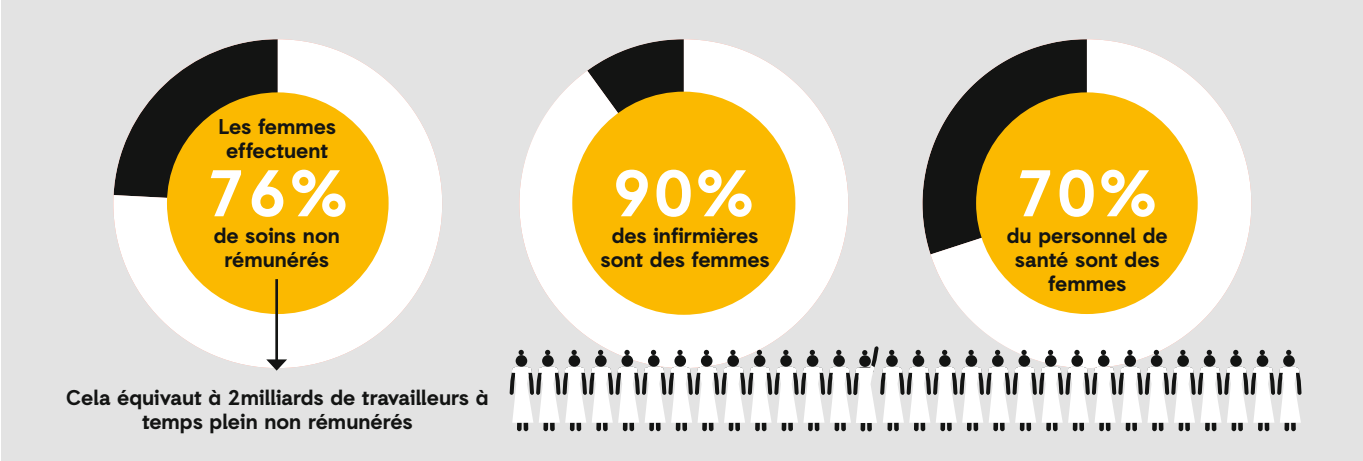
La stratégie du FMI en matière d'égalité des sexes est insuffisante dans de nombreux domaines:

- Elle parle des "écarts entre les sexes", mais pas de l'égalité réelle entre les sexes.
- Elle ne reconnaît pas l'impact de la réduction des dépenses publiques sur le travail de soins non rémunéré des femmes et sur leurs chances d'accéder à un travail décent.
- Reconnaître son propre manque d'expertise en matière de genre mais ne pas s'engager à travailler avec les mouvements de femmes et les économistes féministes qui pourraient aider à combler cette lacune.
- en évitant d'utiliser des évaluations d'impact sexospécifiques dans la pratique
- Ignorer l'impact de ses propres politiques et pratiques d'austérité sur l'affaiblissement des droits des femmes, en niant son propre pouvoir et son impact.
- Parler de données désagrégées mais pas d'une approche intersectionnelle systématique de la collecte et de l'analyse des données.
- Se concentrer sur des mesures d'atténuation et des programmes compensatoires, tels que la protection sociale ciblée pour certaines femmes (qui n'ont pas fait leurs preuves)[7], tout en laissant le système de base inchangé.
- Proposer une conditionnalité de genre qui ignore la nature intrinsèquement problématique et néocoloniale de toute conditionnalité du FMI.

Sur la base de cette analyse, nous avons joint notre voix à celle des mouvements féministes et des organisations de défense des droits des femmes pour écrire au directeur général du FMI afin qu'il rejette sa stratégie actuelle en matière de genre. Le changement qui transforme le genre nécessite de s'éloigner définitivement du culte de l'austérité. Il ne suffit pas que le FMI ou les ministères des finances prennent quelques mesures compensatoires pour redresser les résultats injustes qui découlent de leurs propres interventions principales - et il ne suffit pas d'impliquer plus systématiquement les femmes dans le système économique existant, qui est lui-même injuste.

Nous avons besoin d'une vision plus large d'une alternative féministe et juste et d'un programme qui construise des économies et des sociétés fondées sur le respect des personnes et de la planète. Cela signifie qu'il faut aller au-delà de la croissance du produit intérieur brut (PIB) pour placer les droits de l'homme, la justice climatique et la protection au centre des objectifs et des indicateurs économiques. Nous avons besoin d'une approche féministe de la justice fiscale et de la fiscalité, et nous devons reconnaître pleinement les liens entre les soins non rémunérés et le financement des services publics. Fondamentalement, nous avons besoin de nouvelles institutions internationales capables de façonner et d'encadrer une économie mondiale plus juste.

Il se peut que le FMI ne soit jamais en mesure de faire avancer un tel programme de transformation parce qu'il serait en contradiction avec les fondements mêmes et les structures de pouvoir de l'institution. Ceux qui sont réellement engagés dans l'intégration de la dimension de genre devraient s'engager plus systématiquement dans la pensée hétérodoxe et les économistes féministes, en plaçant les soins au centre, et en faisant plus pour s'attaquer honnêtement aux contradictions entre l'austérité et les soins. À tout le moins, le FMI et les ministères des finances devraient s'engager à ne pas nuire aux femmes et à ne pas compromettre l'égalité entre les hommes et les femmes dans le cadre de leurs interventions.



Des femmes au Bangladesh élaborent leur propre stratégie en matière d'égalité entre les hommes et les femmes.
CREDIT: ACTIONAID

1. INTRODUCTION

Après trois ans de pandémie mondiale, le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a lancé un appel clair et urgent lors du forum annuel de haut niveau 2022 sur les objectifs de développement durable (ODD):

> *"Pour l'avenir, nous avons besoin d'un nouvel accord mondial afin que les pays en développement aient une chance équitable de construire leur propre avenir (...). Le système financier mondial ne répond pas aux attentes des pays en développement. Toutefois, comme il n'a pas été conçu pour protéger les pays en développement, il serait peut-être plus juste de dire que le système fonctionne comme prévu. C'est pourquoi nous avons besoin d'une réforme. Nous avons besoin d'un système qui fonctionne pour les plus vulnérables, et pas seulement pour les plus puissants".*"[8]

Le monde est confronté à de multiples crises - inégalités, climat, santé, éducation, conflits et dette - qui ont été exacerbées par le COVID-19 (voir encadré). L'une des causes profondes de ces crises convergentes est la "logique néolibérale sous-jacente de recherche agressive de profits qui met les besoins humains et sociaux au service des bénéfices du capital".[9] Le système économique mondialisé crée une crise après l'autre et continue d'être "organisé autour de la cupidité et de la recherche du profit", tandis que le travail de soins sous- et non rémunéré est rendu invisible et que les limites des ressources de la planète sont ignorées.[10] Les institutions financières internationales - et les pays riches qui constituent leurs principaux actionnaires - n'ont pas réussi à répondre de manière adéquate à ces crises. La suspension de la dette a été trop limitée dans sa portée et dans le temps[11] l'accord pour les riches de l'OCDE sur l'impôt sur les sociétés, n'a profité qu'aux grandes économies,[12] et d'autres interventions, comme l'émission de droits de tirage spéciaux, ont été basées sur des allocations biaisées et injustes en faveur des pays riches.[13] Seule une petite partie des ressources de la réponse liée au COVID est allée aux pays qui en avaient le plus besoin.

La pandémie de COVID-19 a exacerbé ces crises actuelles qui se chevauchent, en sapant davantage l'égalité des sexes, en augmentant de manière disproportionnée le travail de soins non rémunéré des femmes et en entraînant une augmentation de la violence fondée sur le sexe et des pertes de moyens de subsistance dans l'économie informelle et d'emplois dans le secteur public (où les femmes occupent souvent les postes les moins bien rémunérés dans des conditions d'insécurité et de précarité). *L'évaluation rapide par ActionAid de l'impact de la pandémie de Covid sur les jeunes femmes* dans 14 zones urbaines en Inde, au Ghana, au Kenya et en Afrique du Sud a révélé que 71 % des femmes ont signalé une augmentation de leur travail domestique pendant la période de confinement, 65 % ont signalé que le coût de la nourriture et d'autres biens de consommation a augmenté pendant la période de confinement, tandis que 35 % n'ont pas pu continuer à exercer leur travail rémunéré régulier, ce qui signifie que leurs revenus ont diminué ou ont complètement disparu.[14]

1.1: GHANA: L'IMPACT DU COVID-19 SUR LES JEUNES FEMMES

Akurugo Mavis Apaasimen est une jeune fille de 21 ans originaire de Dapoore, au Ghana, étudiante et membre du mouvement des jeunes femmes urbaines. Interrogée sur l'impact du COVID, elle observe : "Nos écoles ont eu recours à l'internet comme nouvelle norme d'étude, car nous ne pouvons pas étudier en face à face. En raison d'une mauvaise connexion Internet, je ne peux pas accéder à Internet pour mes études en ligne. Les tâches domestiques non rémunérées ont augmenté, comme aller chercher de l'eau, faire la cuisine et s'occuper des frères et sœurs plus jeunes à cause de la fermeture des écoles. Je pensais que la fermeture des écoles et le fait de rester à la maison me permettraient de me reposer, mais je n'ai jamais vu venir les nombreuses tâches ménagères".

Source: ActionAid Ghana, Young Urban Women project

Le FMI joue "un rôle central dans l'architecture financière internationale",[15] en définissant la politique macroéconomique et les questions relatives au secteur financier au niveau mondial.[16] Il est le principal défenseur des politiques d'austérité qui continuent d'être imposées dans le monde entier et qui s'intensifient après le COVID, entraînant des réductions massives des dépenses publiques[17] Les économistes néolibéraux du FMI et de nombreux ministères des finances suggèrent que de telles réductions des budgets publics sont nécessaires pour rendre la dette soutenable. Mais en déprimant l'activité économique, elles rendent souvent la dette moins viable, créant un cercle vicieux qui sape la capacité des États à répondre aux crises, en délégitimant "les arguments en faveur des dépenses publiques, en présentant les politiques qui améliorent les conditions des gens ordinaires comme irréalistes et inutiles."[18] L'effet est de répercuter les coûts de ces crises multiples sur ceux qui sont le moins en mesure de les payer.

Les femmes, qui sont les plus touchées, deviennent littéralement les amortisseurs de l'austérité et des crises, dissimulant aux yeux du public le coût humain total.[19] Le travail et les contributions des femmes sont activement occultés.[20] On estime que les femmes et les filles effectuent autour de 76 % des soins et du travail domestique dans le monde.[21] Et ce chiffre augmente de manière significative lorsque les services publics sont sous-financés. Les femmes et les filles sont également les premières à perdre l'accès aux services publics lorsque ceux-ci sont réduits ou que des frais sont imposés, et les premières à perdre leur emploi et leurs opportunités de travail décent car elles sont plus susceptibles de travailler sur des contrats à court terme dans des fonctions de première ligne dans le secteur public (90 % des infirmières sont des femmes, par exemple)[22] C'est l'impact cumulatif des mesures d'austérité sur les droits des femmes et l'égalité entre les sexes qui est particulièrement dévastateur.[23]

Les féministes demandent depuis longtemps au FMI et à la Banque mondiale de "créer une architecture financière égale, transparente et responsable",[24] critiquant le système économique néolibéral actuel comme étant patriarcal et néocolonial, servant à la fois à exploiter et à exacerber la position relative des femmes en matière de subordination économique, sociale et politique. Les structures et les systèmes d'extraction et d'exploitation du travail, des vies humaines et des ressources naturelles, du Sud au Nord, ont été mis en place à l'époque coloniale et se poursuivent encore aujourd'hui, les pays du Nord dominant le pouvoir de décision du FMI et d'autres institutions financières internationales.[25]

Dans ce contexte, que devons-nous penser de la nouvelle stratégie d'intégration de la dimension de genre du FMI?[26] S'agit-il d'une réponse efficace à des décennies de plaidoyer des organisations de défense des droits des femmes et des organisations de la société civile (OSC)? Conduira-t-elle à une transformation des politiques fondamentales du FMI ou se contentera-t-elle de remédier aux effets négatifs de ces politiques sur les hommes et les femmes ? En bref, la stratégie de genre aura-t-elle le mordant et la portée nécessaires pour empêcher le FMI de poursuivre les politiques d'austérité dont nous savons qu'elles ont un impact négatif sur l'égalité des sexes?

Il existe des alternatives claires qui pourraient et devraient être mises en œuvre par le FMI et les gouvernements nationaux. Il faut rééquilibrer la part globale des revenus allant au travail (par rapport à la propriété du capital), qui a chuté de façon spectaculaire depuis les années 1970.[27] Les féministes, les organisations de défense des droits des femmes, les syndicats et les mouvements de justice sociale ont souligné la nécessité de placer les investissements publics dans les infrastructures sociales et les travailleurs du secteur public en première ligne au cœur de la reprise post-COVID et des réponses transformatrices nécessaires pour inverser la crise climatique - afin de garantir un avenir plus solidaire, plus féministe et plus juste.[28]

Cette note d'information vise à rassembler les enseignements tirés des travaux sur les services publics sensibles au genre et sur les soins non rémunérés et le travail domestique des femmes, ainsi que les recherches sur les effets distributifs des politiques conseillées par le FMI, en particulier la consolidation fiscale et les réductions de la masse salariale du secteur public.

- Dans la section suivante, nous proposons quelques définitions des soins et d'autres concepts clés. Dans la troisième section, nous présentons un résumé des dernières données sur l'impact des conseils politiques du FMI sur les hommes et les femmes.
- Dans la quatrième section, nous examinons en détail l'impact des contraintes de la masse salariale du secteur public sur les femmes et les filles.
- Dans la cinquième section, nous examinons la nouvelle stratégie du FMI en matière de genre, en soulignant ce qu'elle dit, comment elle pourrait être utilisée (dans certains cas comme un pied dans la porte), mais aussi les diverses façons dont elle est en deçà du changement systémique plus large qui est nécessaire.
- La dernière partie présente une vision positive des politiques alternatives que les États et le FMI devraient mettre en œuvre s'ils veulent vraiment avoir un impact sur la transformation des rapports hommes-femmes, et nous concluons par quelques recommandations clés pour l'avenir.

Depuis Covid, des enseignants comme Aida Lukman en Indonésie ont dû assumer des responsabilités supplémentaires pour s'occuper de leurs élèves.
CREDIT: ACTIONAID

2. L'ORGANISATION SOCIALE DES SOINS

1.2: DÉFINIR LES SOINS

Les soins Les soins sont toutes les activités et relations nécessaires à l'existence et au bien-être des sociétés et des personnes qui les composent. Cela inclut toutes les activités rémunérées et non rémunérées qui permettent de satisfaire les besoins de tous les individus et de reproduire la main-d'œuvre pour le marché du travail. Les systèmes de soins comprennent les soins de santé, l'éducation, le travail domestique et l'aide sociale a.[29] Dans le cadre d'un changement de cap par rapport à l'économie actuelle, il s'agirait également de prendre soin de la planète pour éviter les catastrophes environnementales et climatiques, et de s'engager dans des relations sociales fondées sur la réciprocité, la coopération et la mutualité.

Les soins et le travail domestique non rémunérés peuvent inclure des activités telles que la préparation des repas, le ménage, la lessive, la corvée d'eau et de bois de chauffage, ainsi que les soins aux enfants, aux malades et aux personnes âgées.[30]

La pauvreté en temps signifie le manque de temps discrétionnaire disponible pour s'engager dans des activités de bien-être social après avoir participé au travail non rémunéré et rémunéré et aux activités nécessaires. Lorsque "le revenu du ménage diminue, l'ampleur du travail non rémunéré augmente fortement, se transformant en une "double charge" de travail rémunéré et non rémunéré"[31] *Par conséquent, si le travail rémunéré est faiblement rémunéré, en plus de la perte de temps de loisir, la pauvreté en temps "s'ajoute à la privation matérielle du ménage en raison de la perte de la consommation qui aurait été.*[32] Cela souligne "le rôle macroéconomique des soins non rémunérés et du travail domestique, en ce sens qu'ils subventionnent effectivement non seulement l'économie de marché évaluée et mesurée, mais aussi la fourniture par l'État de biens et surtout de services grâce auxquels les droits sociaux et économiques devraient être satisfaits"[33]

La reproduction sociale est l'ensemble des "activités et institutions nécessaires pour créer la vie, la maintenir et la remplacer de génération en génération"."[34] Cela implique le travail de soins défini comme une "économie non marchande d'approvisionnement social, fournissant des services directement liés à la reproduction quotidienne et intergénérationnelle des personnes en tant qu'êtres humains, en particulier par leurs soins, leur socialisation et leur éducation."[35] Les normes patriarcales de genre régissent l'autonomie et le corps des femmes, du ménage à l'économie, façonnent et renforcent les "inégalités relationnelles qui structurent la reproduction sociale et la division sexuelle du travail."[36]

Les "**5R**", qui définissent les exigences pour **reconstruire l'organisation sociale des soins et résoudre la crise des soins**, sont les suivants:

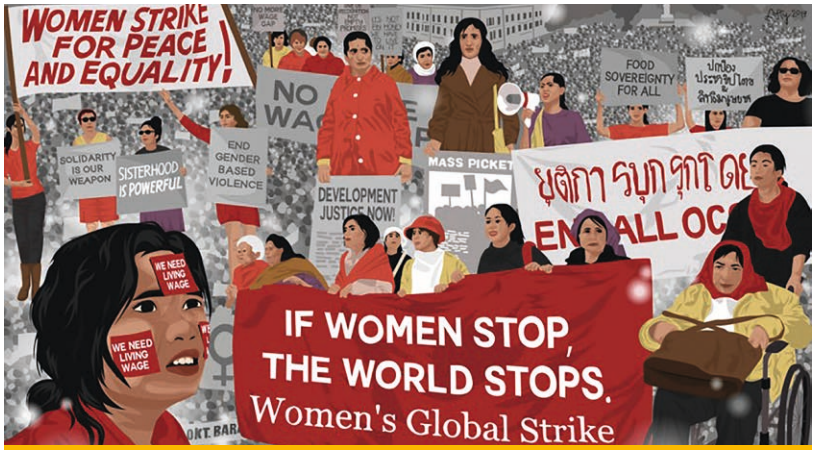
- **Reconnaître** la valeur sociale et économique du travail de soins (rémunéré ou non) et le droit humain aux soins.
- **Récompenser, rémunérer et représenter** le travail de soins et les travailleurs des soins par un travail professionnalisé, un salaire égal pour un travail de valeur égale, des pensions adéquates, une protection sociale complète, des conditions de travail saines et sûres, une représentation forte, la syndicalisation, la négociation collective et le dialogue social, conformément à l'Agenda pour le travail décent de l'OIT.
- **Réduire** la charge des soins non rémunérés qui pèse sur les femmes.
- **Redistribuer** le travail de soins au sein des ménages, entre tous les travailleurs, en éliminant la division sexuelle du travail, et entre les ménages et l'État.
- **Réclamer** la nature publique des services de soins et restaurer le devoir et la responsabilité première de l'État de fournir des services publics de soins et de développer des systèmes de soins qui transforment les relations hommes-femmes et la vie des femmes - notamment en finançant la capacité d'investissement des États par une fiscalité juste et progressive et en garantissant l'égalité des droits fiscaux des États-nations au niveau international.

Une définition de base des services publics inclut tous les services essentiels, tels que les soins de santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, et l'électricité, fournis par un gouvernement à tous ceux qui relèvent de sa juridiction. Les services publics sont essentiels à la réalisation progressive des droits de l'homme et à la correction des inégalités entre les hommes et les femmes et d'autres inégalités croisées. Pour être efficaces, les services publics doivent également tenir compte de la dimension de genre, être financés et fournis par les pouvoirs publics et être universels, équitables et inclusifs (voir le cadre d'ActionAid pour des services publics tenant compte de la dimension de genre et un nouveau manifeste collectif sur les services publics - Manifeste mondial pour les services publics - L'avenir est public).

Pour les femmes et les jeunes filles vivant dans des pays où les infrastructures et les services publics manquent de ressources - par exemple, où l'accès à l'eau courante est limité ou inexistant, où les services de garde d'enfants ou de personnes âgées sont abordables - l'engagement dans les ***soins non rémunérés et le travail domestique*** *peut représenter une ponction importante sur leur temps, leur énergie physique et mentale et leurs opportunités de travail et de vie, et ce dès leur plus jeune âge. Comme l'a fait remarquer le rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté : "Il a été reconnu que la lourdeur et l'inégalité des tâches non rémunérées empêchent les femmes [et les filles] de jouir de leurs droits fondamentaux, notamment de leurs droits à la participation politique, à la santé, au travail et à l'éducation."*[37] Les pays où les disparités entre les sexes en matière de travail non rémunéré sont les plus importantes sont ceux qui sont les plus susceptibles de ne pas disposer d'une infrastructure de soins adéquate, notamment en matière de garde d'enfants et de soins et d'assistance à long terme.[38] Une note d'ActionAid de 2017 a révélé que : " La journée de travail habituelle d'une femme rurale africaine dure jusqu'à 16 heures, voire plus dans certains cas, au cours desquelles elles effectuent de nombreuses tâches (souvent simultanément). Les femmes travaillent généralement 12 heures de plus par semaine que les hommes.

Au Ghana, les recherches d'ActionAid ont révélé que les femmes rurales consacrent au moins six heures par jour à des tâches non rémunérées, soit près de dix fois plus que les hommes. Au Rwanda, les femmes rurales consacrent généralement au moins cinq heures par jour aux soins non rémunérés, alors que les hommes n'y consacrent qu'une heure et demie."[39]

La fourniture de soins et l'absence de services publics de qualité tenant compte de la dimension de genre revêtent une dimension mondiale évidente. Comme l'indique le Manifeste sur les soins : Reconstruire l'organisation sociale des soins, l'organisation sociale actuelle des soins prend en compte la manière dont les besoins en matière de soins sont satisfaits, "l'interrelation entre le travail de soins non rémunéré, le travail de soins (sous) rémunéré, l'approvisionnement public, l'approvisionnement privé et les dispositions en matière de soins de proximité". La réalité actuelle "est fondamentalement déséquilibrée, inégale et, en fin de compte, non viable". **La chaîne mondiale des soins signifie que le sous-investissement dans les pays riches extrait les travailleurs du Sud pour combler les lacunes.** "À la maison et au sein des communautés, par le biais des chaînes de soins mondiales où les femmes vivant dans la pauvreté, les femmes noires et brunes du Sud, comblent les lacunes en matière de soins tout en étant soumises à des pressions de la part de leurs employeurs. Sud comblent le manque de soins tout en étant sous-payées et en travaillant dans des conditions précaires dans le cadre de services publics et privés. Cette injustice est doublée et triplée dans le cas des femmes qui subissent des formes multiples et croisées de discrimination en raison de leur classe, de leur race, de leur orientation/identification sexuelle, de leur handicap, de leur âge ou de leur statut de migrante, entre autres dimensions.[40]



CREDIT: ROOS SALBRINK

2.1: SIERRA LEONE: S'ORGANISER POUR CHANGER LE STATUT DES TRAVAILLEURS DOMESTIQUES

Madame Fatmata Jabaty 49 ans, est une travailleuse domestique de Freetown, en Sierra Leone. Depuis la mort de son mari, elle a exercé pendant de nombreuses années un travail de soins mal rémunéré, s'occupant des maisons d'autres personnes, cuisinant pour leurs familles et s'occupant de leurs enfants. Sa vie professionnelle s'est transformée lorsqu'elle a pris contact avec l'Organisation des travailleurs informels (IWO) en 2019.

"J'ai été licenciée d'un emploi sans préavis ni raison valable parce que je m'occupais de l'enterrement de ma mère. J'étais surchargée de travail du matin au soir - pas d'horaire de travail, paiement tardif du salaire par presque tous les employeurs pour lesquels j'ai travaillé au cours des dix dernières années. Depuis que j'ai commencé à travailler avec l'IWO et ses partenaires en 2019, j'ai beaucoup gagné. En 2019, par exemple, j'ai été formée par l'IWO sur le droit du travail et mes droits et responsabilités en tant que travailleuse domestique, ce qui m'a aidée à dialoguer correctement avec mes employeurs. IWO et ses partenaires ont renforcé mes capacités en me formant à la protection de l'enfance, à la gestion de groupe, à l'entretien général de la maison et à l'utilisation et la manipulation correctes des équipements ménagers modernes.""

Lorsque Fatmata a commencé à travailler, elle était payée un montant très minime de 70 000 Leones, mais depuis qu'elle a pris contact avec IWO au cours des quatre dernières années, ce montant a décuplé pour atteindre 700 000 Leones, parce qu'elle peut maintenant s'asseoir et négocier avec ses employeurs sur les conditions de son emploi. Mais il reste encore des défis à relever : "Maintenant, je m'inquiète de ma retraite sans régime de sécurité sociale ni prestations."

Source: ActionAid Sierra Leone et Informa ActionAid Sierra Leone et Informal Workers Organisation (IWO) en Sierra Leone.

Trop d'enseignantes sont sous-payées et surchargées de travail. **Naima Afoyorwoth** en Ouganda.
CREDIT: ACTIONAID

Dulali Begum au Bangladesh, assume de multiples rôles,rémunérés ou non,l'élevage de volailles, la gestion d'un salon de thé, la couture et les soins à sa famille.
CREDIT: ACTIONAID

3. L'IMPACT SEXOSPÉCIFIQUE DES CONSEILS DU FMI SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE, LA DETTE ET L'AUSTÉRITÉ

Présentation du FMI

Le FMI exerce une surveillance économique de routine sur presque tous les pays par le biais de ses consultations au titre de l'article IV, offrant souvent des conseils politiques qui peuvent être ignorés par les pays les plus riches, mais qui sont assez coercitifs sur l'orientation politique des pays à plus faible revenu. Lorsque les pays sont en crise d'endettement et ont besoin de prêts de renflouement du FMI (le prêteur en dernier ressort), le FMI offre des conseils et des conditions politiques encore plus coercitifs. La forme des conseils du FMI est restée fondamentalement inchangée au cours des quarante dernières années, depuis l'introduction des programmes d'ajustement structurel (PAS), bien que les conseils soient présentés, étiquetés et commercialisés sous de nouvelles formes.

Le modèle principal du FMI est fondé depuis des décennies sur l'idéologie du néolibéralisme qui préconise un ensemble de politiques, notamment l'austérité, la libéralisation, la déréglementation des contrôles des capitaux et des changes, la privatisation des services publics et des entreprises publiques, la réduction des taux d'imposition directe avec une dépendance simultanée à l'égard des taxes à la consommation sans discernement, au nom du "développement" économique. L'interprétation du "développement" en soi est étroitement conçue par le FMI comme étant la croissance économique, bien que de telles politiques soient constamment remises en question pour avoir porté atteinte aux droits de l'homme et aux moyens de subsistance et pour avoir régulièrement échoué à atteindre les taux de croissance plus élevés qui sont promis. Les grandes réussites en matière de croissance économique ont eu tendance à ne pas poursuivre ces politiques.

Les problèmes liés à la croissance du PIB

Le modèle néolibéral de développement extractif considère la croissance économique (mesurée par le produit intérieur brut, ou PIB) à la fois comme le moyen et le but ultime du développement, et profite à ceux qui possèdent des richesses, des ressources et du capital. Au sein du FMI et de la plupart des ministères des finances qui ont intériorisé la même idéologie, l'accent mis sur la croissance du PIB persiste, bien qu'il soit prouvé que la croissance seule ne conduit pas nécessairement à la justice sociale pour tous. En fait, la poursuite d'une croissance sans entrave a entraîné une dégradation environnementale et écologique considérable, ainsi qu'une montée en flèche des inégalités. Dans ce système, la production, l'échange et la consommation sont *"inconscients des cycles de récupération de l'environnement, ainsi que de la reproduction sociale (comme le montrent les hypothèses sous-jacentes d'élasticité infinie de la reproduction sociale)."*[41]

Ce système extractiviste, lui-même forgé par des relations de pouvoir inégales entre le Nord et le Sud, enracinées dans l'esclavage, le racisme, le colonialisme et le patriarcat, façonne nos sociétés et nos lois, déréglemente les droits du travail, marchandise et privatise les ressources naturelles, déréglemente les droits du travail, marchandise et privatise les ressources naturelles et les services essentiels, libéralise le commerce, les investissements et les flux financiers, facilitant l'extraction des richesses et des ressources sous la forme de profits des entreprises au détriment des populations et de la planète. L'explosion de la financiarisation de l'économie réelle au cours des dernières décennies assujettit l'appareil politique et économique à un rôle de service des besoins des détenteurs de capitaux internationaux et à la poursuite sans fin de la croissance du PIB, en ignorant les limites des ressources de la planète.[42]

La mesure économique dominante - la croissance du PIB - ne tient pas compte du bien-être sociétal au sens large et contribue à minimiser le rôle crucial de l'investissement à long terme du secteur public dans la promotion du développement, des droits de l'homme et de l'égalité des sexes. Depuis les années 1940, lorsque la croissance du PIB a été proposée pour la première fois, cette mesure a été critiquée parce qu'elle rendait invisible la reproduction sociale, en particulier les soins non rémunérés et le travail domestique des femmes.[43] Depuis les années 1990, le mouvement écoféministe a montré qu'elle ne tenait pas compte de la nécessité des cycles de récupération de l'environnement ainsi que de la nécessité d'un développement durable et d'un développement durable.[44] La valeur des êtres humains ne peut être réduite à leur contribution au PIB, tout en ignorant toutes les autres façons dont les gens vivent et se soutiennent mutuellement au sein des communautés, des sociétés et des écosystèmes.

Pourtant, cet indicateur inadéquat continue d'orienter une grande partie de la politique économique et conduit à des décisions politiques préjudiciables. Comme le reconnaît la Déclaration sur le droit au développement, qui stipule que le "développement *"processus économique, social, culturel et politique global, qui vise à l'amélioration constante du bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus sur la base de leur participation active, libre et significative au développement et à la répartition équitable des bénéfices qui en résultent."* Pour concrétiser cette vision du développement, il serait nécessaire d'abandonner, ou du moins de minimiser, le PIB en tant que concept central de l'économie du développement et d'utiliser à la place des indicateurs de développement humain qui donnent la priorité à la santé et à l'éducation, au bien-être et aux écosystèmes, c'est-à-dire à la résilience.

En réalité, nous assistons à une montée en flèche des inégalités au sein de nombreux pays et entre eux, ce qui permet aux multinationales d'enregistrer des bénéfices records et aux milliardaires de voir leur fortune s'envoler (voir le rapport 2022 d'Oxfam sur l'état des inégalités), alors même que la majorité du monde subit les conséquences du COVID-19, du surendettement, des conflits, des crises liées au coût de la vie et de la catastrophe climatique. Le rôle complice du FMI dans certains de ces événements est désormais reconnu par certains de ses propres chercheurs, qui ont identifié l'accroissement des inégalités croissante comme un obstacle à la croissance, et qui ont fait valoir que le néolibéralisme a été survendu par le FMI.[45]

3.1: COMPTABILISER LE TRAVAIL DE SOINS NON RÉMUNÉRÉ

Le FMI doit s'efforcer de reconnaître et de comptabiliser véritablement le travail domestique et de soins non rémunéré disproportionné des femmes, et reconnaître et s'engager à traiter la manière dont les conseils politiques du FMI augmentent ce fardeau, et donc les inégalités entre les sexes, lorsque les services publics et la protection sociale sont réduits. Comme l'a déclaré le Centre pour les droits économiques et sociaux (CESR) en 2017 : "Les décideurs politiques ont largement ignoré ces coûts économiques et sociaux extrêmement sexués, parce que le travail de soins est si souvent considéré comme acquis et rendu invisible dans les évaluations et les données économiques courantes. Pourtant, leurs modèles et politiques d'ajustement fiscal ne seraient pas viables politiquement et économiquement si ces coûts sexospécifiques étaient pris en compte"."[46] Comme l'indique le document du FMI de 2019, Reducing and Redistributing Unpaid Work : Stronger Policies to Support Gender Equality (Réduire et redistribuer le travail non rémunéré : des politiques plus fortes pour soutenir l'égalité des sexes) : "[r]éduire et redistribuer le travail non rémunéré est une question macro-critique", dans la mesure où il empêche les femmes de participer au marché du travail, limitant ainsi la croissance économique.

Toutefois, cette approche instrumentale néfaste ne tient pas compte de l'énorme écart entre les politiques de soins, tel qu'estimé par l'Organisation internationale du travail (OIT), et du fait que les femmes travaillent déjà plus (rémunérées ou non, et comptabilisées dans le PIB ou non) que les hommes : **les femmes représentent 76 % des 2 milliards de travailleurs à temps plein non rémunérés.**[47] Tant que ce travail non rémunéré et sous-payé ne sera pas comptabilisé, reconnu, réduit et redistribué par le biais d'investissements dans des services publics sensibles au genre, et tant qu'une plus grande attention ne sera pas accordée à la nécessité d'un travail décent (tel que défini par l'OIT), y compris un salaire décent, un congé parental rémunéré et le droit de participer à des négociations collectives, les effets multiplicateurs sur la participation des femmes à la main-d'œuvre et la stabilité économique ne seront pas atteints, et les efforts pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes seront limités. En outre, l'actuelle campagne d'austérité. En outre, l'actuelle cure d'austérité pousse les femmes à combler les lacunes dans la prise en charge des personnes dépendantes en réduisant les services publics ou en recourant à la "prestation personnelle" de services.

Des ressources utiles sont disponibles à l'adresse suivante Principes directeurs et normes minimales concernant les soins non rémunérés et le travail domestique.

L'austérité tous azimuts

Le modèle de consolidation fiscale du FMI (qui n'est en fait que le dernier terme pour désigner l'austérité) existe depuis les programmes d'ajustement structurel des années 80 et 90 (qualifiés de "pernicieux et sans doute inutiles"[48]). Bien qu'il ait été rebaptisé, ce modèle n'a jamais vraiment disparu et a même été renforcé lors de la crise financière de 1996 en Asie et en Amérique latine, et lors de la réponse de 2008 au krach financier. Bien que la rhétorique ait quelque peu changé au siège, il est troublant de constater qu'au niveau national, la politique du FMI continue de préconiser une marge de manœuvre budgétaire restrictive, même lorsque les pays sont encore sous le choc des effets de la pandémie ou luttent contre l'impact de la crise climatique. Aujourd'hui, les conditions de la politique du FMI sont toujours axées sur la réalisation d'objectifs étroitement définis de viabilité de la dette et des finances publiques, et finissent par servir les intérêts d'institutions financières très puissantes du secteur privé. En effet, nous sommes maintenant confrontés à une nouvelle ère d'austérité la plus généralisée, post-COVID, en partie poussée par le FMI, qui s'abattra sur 85 % de la population de la planète en 2022, et dont l'impact sur les hommes et les femmes sera en grande partie caché.[49]

Dr. Bader Al-Khouli, spécialiste à l'hôpital Al-Shifa'a de Gaza, déplore : "Nous avons besoin d'un nombre supplémentaire d'infirmières et de professionnels de la santé". de santé". Mais surtout, "nous avons besoin que l'escalade soit stoppée".
CREDIT: ACTIONAID

3.2: QU'EST-CE QUE L'AUSTÉRITÉ ?

Les politiques d'austérité impliquent généralement une combinaison de réductions budgétaires publiques, de gel des salaires dans le secteur public, de licenciements de travailleurs publics, d'augmentation des taxes régressives sur la consommation et d'abaissement des impôts progressifs sur le revenu, le patrimoine et l'héritage, de réformes des pensions et de la sécurité sociale ; les réformes du marché du travail ou la "flexibilisation" (réduction des droits du travail, y compris le droit de se syndiquer et de mener des négociations collectives) ; la réduction ou l'élimination des subventions ; et la privatisation des actifs publics, y compris par le renforcement des partenariats public-privé (PPP),[50] ainsi que par le désinvestissement ou la vente d'entreprises publiques, dans **le but exprès de réduire les déficits et les dettes publics** Les réductions de dépenses sont toujours prioritaires .... par rapport aux efforts visant à augmenter les recettes, et en ce qui concerne la politique fiscale, les conseils tendent à être régressifs, en se concentrant sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et en évitant d'augmenter les impôts directs sur les revenus, les bénéfices, les dividendes, le patrimoine, etc. Des efforts compensatoires sont généralement déployés pour aider les plus pauvres, par le biais de régimes de protection sociale étroitement ciblés, mais ils atteignent rarement la majorité de ceux qui en ont besoin. (Voir Le publique face à l'austérité)

Nombreux sont ceux qui pensent que l'État a été "réduit" depuis la mise en œuvre des politiques économiques néolibérales dans les années 1970, mais en réalité, **l'État a été redéployé.** Plutôt que de fournir des services à ses citoyens, l'État a été repensé pour servir et faciliter l'économie de marché - par le biais du développement d'institutions et de règles universelles, de normes politiques et de protections juridiques. Dans la pratique, les politiques néolibérales ont construit des sociétés autour des acteurs privés qui constituent le "marché", en veillant à ce que les institutions facilitent **l'extraction et l'accumulation des richesses**. L'État néolibéral est discipliné par les institutions financières internationales, notamment le FMI, la Banque mondiale et l'OMC, pour adhérer et normaliser les cadres politiques qui permettent la commercialisation ou la marchandisation des secteurs clés de l'économie, le profit des biens publics et la réduction de la prise de décision responsable.

Comme le souligne Bhumika Muchhala du Third World Network, "l'ajustement structurel met l'accent sur le 'fondamentalisme fiscal' *au détriment de l'égalité économique et sociale et de la réalisation des droits de l'homme."*[51] Les gouvernements visent à réduire leurs déficits fiscaux comme priorité absolue. Une grande partie des critiques formulées à l'encontre des conseils politiques du FMI découlent de cette vision macroéconomique orthodoxe, qui promeut un petit budget gouvernemental pour les services et donne la priorité à la prudence fiscale au détriment d'autres considérations, notamment l'égalité sociale, économique et entre les sexes.[52] 'La "stabilité économique" est présentée comme une valeur inhérente qui est mieux arbitrée par les marchés financiers et leurs points de vue sur la "viabilité de la dette" et la "marge de manœuvre fiscale". Entre-temps, il y a **la poursuite d'une croissance globale sans fin, mesurée en PIB, qui ne tient pas compte des soins non rémunérés et du travail domestique, ni des frontières planétaires.**

e mythe au cœur de cette approche est l'idée que la réduction des budgets publics peut stimuler la croissance économique : "l'austérité expansionniste". Bhumika Muchhala observe également que "dans le cadre des règles actuelles de discipline budgétaire, de nombreux pays sont supposés ne pas disposer d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour entreprendre des investissements publics. ***La marge de manœuvre budgétaire est effectivement circonscrite par les limites imposées à la dette publique d'un pays par rapport à son PIB".*** *Cette approche à très court terme signifie que les plafonds d'endettement définissent la viabilité budgétaire à court terme, sans tenir compte de l'interaction entre la politique budgétaire et la croissance à plus long terme. Muchhala poursuit : "Les lignes directrices actuelles pour l'évaluation de l'espace budgétaire et de la viabilité ignorent à quoi sert l'espace budgétaire. La plupart des budgets classent séparément les budgets courants et les budgets d'investissement, mais cette distinction n'est pas faite lors de l'évaluation des déficits budgétaires. Il en résulte des objectifs budgétaires restrictifs, qui ont conduit à* ***une baisse des ratios investissement public/PIB*** *dans de nombreux pays."*[53]

3.3: ZAMBIE : LE LÉOPARD NE CHANGE PAS SES TACHES

En septembre 2022, le gouvernement zambien a été contraint de conclure un nouvel accord de prêt avec le FMI. Malgré les aspirations du gouvernement à investir dans l'éducation et la santé, le directeur national d'ActionAid Zambie, **Nalucha Nganga Ziba**, a observé :

"Ce programme est basé sur les mesures d'austérité traditionnelles du FMI. En seulement 38 mois, la Zambie est poussée à passer d'un déficit de 6 % à un excédent de 3,2 %, et ce en réduisant considérablement certains postes de dépenses essentiels et en augmentant les impôts de manière à ce que le fardeau soit supporté par la majorité des pauvres plutôt que par les individus et les entreprises les plus riches""

"Au début de l'année, le gouvernement du président Hakainde Hichilema a pris des engagements audacieux pour rendre l'éducation gratuite de la petite enfance jusqu'à la fin du secondaire et il a recruté 30 000 nouveaux enseignants pour remédier à de graves pénuries. Mais avec la compression des salaires dans le secteur public et l'augmentation considérable des effectifs à tous les niveaux d'enseignement, la taille des classes va augmenter partout et, en 2025, la pénurie d'enseignants sera plus grave que jamais".

"La suppression brutale des subventions aux carburants et à l'électricité suscite de vives inquiétudes, laissant les citoyens zambiens complètement exposés à la volatilité sauvage des prix des carburants sur le marché international à la suite de la guerre en Ukraine. Il est important de supprimer progressivement le soutien des contribuables à l'industrie des combustibles fossiles, mais il y a toujours lieu de soutenir les solutions renouvelables. Alors que de nombreux autres pays envisagent d'introduire des contrôles de prix et des subventions en réponse à la flambée actuelle des prix des carburants, la Zambie sera contrainte de faire le chemin inverse""

"En résumé, ce programme du FMI ne répercute pas la charge sur ceux qui sont les plus à même de payer. Il ne tient pas compte de l'équité, et encore moins de l'équité entre les sexes."

Alors que les prêts du FMI sont régulièrement conditionnés à la "consolidation fiscale" (austérité), les conditions sont souvent irréalistes et ne sont donc pas respectées, et l'augmentation de la dette entraîne une nouvelle série de prêts et de nouvelles restrictions budgétaires.[54] Les politiques d'austérité résolvent rarement le problème de la viabilité de la dette et exacerbent au contraire les inégalités. En effet, il a été démontré que l'austérité inhibe l'activité économique (mesurée par le PIB), augmente le chômage et réduit les recettes fiscales, entraînant des niveaux de déficit plus élevés, ce qui restreint encore la marge de manœuvre budgétaire. Cela signifie que les pays qui consacrent déjà beaucoup plus d'argent au remboursement de la dette qu'aux dépenses sociales doivent continuer à emprunter simplement pour assurer le service de leur dette.[55]

Le cas de l'Équateur montre des contraintes constantes dans le budget du secteur de la santé depuis 2018, alors que le budget du service de la dette augmente.[56] Il existe en fait une relation inverse (l'augmentation du service de la dette est corrélée à la diminution du budget du secteur de la santé), et cette relation s'est maintenue même pendant la pandémie de COVID-19 en 2020. Cette année-là, le budget consacré au secteur de la santé représentait 8,63 % du budget général de l'État, tandis que la dette en représentait 14,83 %.

Dans les pays du Sud, la marge de manœuvre budgétaire est limitée par une dette de longue date, qui a atteint son paroxysme lors de la pandémie de COVID-19. La dette publique est passée d'une moyenne de 40,2 à 62,3 % du PIB entre 2010 et 2020.[57] Munevar observe qu'en 2020, **les fonds alloués au service de la dette publique extérieure étaient plus importants que les dépenses de santé et d'éducation dans au moins 62 et 36 pays, respectivement. 25 des pays.**[58] Alors que les gouvernements à court d'argent cherchent à réduire leurs dépenses pour rembourser

leur dette, la situation de la santé des femmes risque d'empirer dans de nombreux pays.[59] Les problèmes de viabilité de la dette ne peuvent être résolus pays par pays lorsqu'ils sont si répandus, et pourtant il n'y a pas eu de nouveaux processus internationaux significatifs en matière de dette depuis l'initiative temporaire de suspension du service de la dette au plus fort de la crise COVID-19. Les militants de la lutte contre la dette appellent à la mise en place de **nouveaux mécanismes d'apurement de la dette** qui ne pousseront pas les pays endettés dans les mains du FMI - et à des mécanismes d'annulation de la dette plus complets.

Tableau 1 : Ratios du service de la dette publique extérieure* - Moyenne par pays et par région (2016-2020)

		Service de la dette en pourcentage des recettes publiques		Ratio du service de la dette par rapport à			
				Santé		Éducation	
	# de pays	2016	2020	2016	2020	2016	2020
Europe et Asie centrale	20	7.6	14.1	0.8	1.4	0.6	1.0
Amérique latine et Caraïbes	23	10.9	14.2	0.8	1.0	0.6	0.7
Afrique subsaharienne	41	8.1	14.6	1.1	2.1	0.4	0.8
Asie de l'Est et Pacifique	16	5.6	14.7	0.8	1.5	0.5	0.9
Asie du Sud	8	7.7	27.1	1.0	2.6	0.4	1.2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	10	13.1	42.3	1.0	1.5	1.2	1.6

* En utilisant les dernières données nationales disponibles sur les dépenses publiques de santé et d'éducation
Source: Calculs d'Eurodad basés sur Roefinitv.

Comme les faits le montrent encore et encore, et comme le soutiennent de nombreuses économistes féministes, syndicalistes et activistes de la société civile, en réalité, "les objectifs macroéconomiques trop restrictifs visant à réduire les dépenses publiques (...) provoquent des récessions et ont des coûts économiques, politiques, [de travail] et de droits de l'homme réels, supportés de manière disproportionnée par les femmes".[60] Cela va à l'encontre des obligations des États en matière de droits de l'homme, et des principes de non-régrogradation et de non-discrimination.

Ces politiques d'austérité, ou "consolidation fiscale", peuvent affecter les droits des femmes de diverses manières. Cependant, c'est leur impact cumulatif qui est particulièrement dévastateur. Comme l'a souligné le CESR en 2017, la suppression des services publics de garde d'enfants dans les pays aggrave l'augmentation des taxes à la consommation et la diminution de l'application des normes de travail antidiscriminatoires, au détriment de l'accès des femmes à l'égalité salariale et au travail décent.[61] Les coupes dans les emplois de première ligne du secteur public où les femmes sont majoritaires, tels que les soins de santé et l'éducation, sont ressenties de manière aiguë. Le CESR souligne que "l'affaiblissement des protections du travail conduit souvent à un travail plus précaire, à des écarts salariaux plus importants et à une augmentation de la charge des soins non rémunérés chez les femmes,[62] qui comblent les lacunes en matière de soins et d'autres services publics lorsque les revenus et l'accès à des biens publics de qualité diminuen.[63] Pourtant, les soins non rémunérés "n'ont généralement pas leur place dans les modèles et analyses macroéconomiques",[64] comme le montre par exemple l'étroite focalisation des réponses du FMI et des gouvernements à la pandémie de COVID-19 sur le "secteur productif", en mettant l'accent sur les entreprises formelles et le secteur privé.[65] Cela occulte l'impact différencié des crises en fonction du sexe et le fardeau supplémentaire imposé aux femmes.

Pour éviter les critiques, le FMI se fait le champion de filets de sécurité sociale et de programmes d'égalité des sexes limités et "ciblés", mais ceux-ci ne suffisent pas à atténuer l'impact systémique de ses politiques plus générales. Il est essentiel de renforcer les systèmes de protection sociale sur la base du principe d'universalité avant de supprimer

progressivement les subventions.[66] La rhétorique progressiste occasionnelle du FMI et l'adoption de certains concepts de justice sociale et d'égalité des sexes ne peuvent masquer la réalité de ses conseils politiques coercitifs et des conditions attachées à ses prêts, qui sapent systématiquement les investissements dans les services publics - et les multiples impacts que cela a sur les femmes.

Les conseils du FMI aux pays sont en retard sur la recherche

Plusieurs recherches et documents de discussion du FMI remettent en question cette orthodoxie néolibérale et démontrent de manière assez convaincante les erreurs de l'institution, en montrant à quel point les "mesures de consolidation procycliques" ont été économiquement peu judicieuses pour les pays en crise.[67] Ils admettent que le remboursement de la dette n'est pas toujours la meilleure réponse à tout déficit budgétaire[68] et peut être contre-productif.[69] Il existe également des preuves irréfutables des graves effets distributifs de l'austérité,[70] déboulonnant le mythe de "l'austérité expansionniste".

D'un autre côté, une action fiscale progressive peut être essentielle pour prévenir une spirale descendante,[71] et les recherches du FMI montrent qu'une fiscalité plus robuste et progressive n'est pas préjudiciable, mais essentielle au financement public en période de stress économique.[72] Ces recherches soutiennent que les pays devraient soigneusement équilibrer les réductions des dépenses sociales et les augmentations des recettes. Dans sa principale évaluation sur le financement des ODD, le département des affaires fiscales du FMI a indiqué que la plupart des pays à faible revenu pourraient raisonnablement augmenter leur ratio impôts/PIB de cinq points de pourcentage (de 16 à 21 % en moyenne), ce qui permettrait de doubler les dépenses en matière d'éducation, de soins sociaux et de santé dans la plupart des pays. Mais rien de tout cela ne se retrouve dans les conseils politiques standard au niveau national. Les équipes nationales du FMI n'accordent pas suffisamment d'attention aux données produites par les chercheurs du FMI, ce qui signifie que cette alternative claire à l'austérité, qui serait particulièrement bénéfique pour les droits des femmes et des filles, n'est pas évidente dans la pratique au niveau national ou dans les accords formels.

En 2020, le FMI s'est penché sur les "interventions de politique budgétaire tenant compte de la dimension de genre", déclarant qu'il "est impératif d'analyser les effets macroéconomiques et distributifs des politiques budgétaires tenant compte de la dimension de genre afin que les décideurs puissent adopter les mesures les plus efficaces et les plus durables pour soutenir l'égalité entre les sexes tout en stimulant la croissance économique et en réduisant les inégalités de revenus et la pauvreté."[73] Il affirmant que "la politique fiscale est un outil puissant pour combler les écarts entre les sexes", tout en reconnaissant que "la plupart de ces mesures mettent du temps à porter leurs fruits"."[74] ONU Femmes et les organisations de défense des droits des femmes le soulignent depuis longtemps, et a été reconnu par les États dans la Déclaration et la Plate-forme d'action de Pékin de 1995.[75] Le contrefactuel des politiques fiscales sensibles au genre est que toute autre politique fiscale maintient au moins les inégalités entre les sexes, et au pire renforce les inégalités entre les sexes et sape les progrès accomplis dans la réduction des "disparités entre les sexes", comme l'appelle le FMI dans sa stratégie récemment approuvée par le Conseil d'administration pour l'intégration du genre (voir section 5). Là encore, le FMI semble reconnaître que les politiques telles que celle qu'il prescrit portent souvent directement atteinte aux droits des femmes, notamment en exacerbant la charge des soins non rémunérés et du travail domestique, en entravant l'accès à des services publics de qualité et en les forçant à occuper des emplois précaires et mal rémunérés. Mais une fois de plus, cela ne change pas la politique ou la pratique de base au niveau national.

Les garderies communautaires comme celle-ci à Bardiya, au Népal, peuvent réduire considérablement le temps consacré par les femmes aux tâches non rémunérées.
CREDIT: ACTIONAID

4. IMPACTS SEXOSPÉCIFIQUES DES CONSEILS D'AUSTÉRITÉ DU FMI SUR LES CONTRAINTES DE LA MASSE SALARIALE DU SECTEUR PUBLIC

Le gel ou la réduction de la masse salariale du secteur public est au cœur des conseils d'austérité depuis des décennies, et l'effet cumulé de ces mesures sur 40 ans est alarmant, car il compromet la capacité des gouvernements à fournir des services publics de qualité tenant compte de l'égalité entre les sexes. Une étude réalisée en septembre 2022 par Isabel Ortiz et Matthew Cummings a révélé que "les ajustements de la masse salariale du secteur public sont très répandus dans le monde, envisagés par 91 gouvernements dans 27 pays à revenu élevé et 64 pays en développement".[76]

Les contraintes de la masse salariale du secteur public mises en œuvre dans le cadre des politiques d'assainissement budgétaire ont un impact direct et disproportionné sur la charge de travail non rémunéré des femmes et sur leur accès à un travail décent.[77] Les femmes sont plus susceptibles de travailler dans le secteur public (où il semble que les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes soient plus faibles).[78] Par exemple **90 % des infirmières dans le monde et plus de 70 % du personnel de santé sont des femmes.**[79] Des recherches menées par ActionAid, l'Internationale des services publics et l'Internationale de l'éducation ont révélé que les mesures d'austérité du FMI dans 15 pays seulement entre 2016 et 2021 ont bloqué le recrutement de plus de 3 millions d'infirmières, d'enseignants et d'autres travailleurs essentiels du secteur public.[80] Dans ces 15 pays seulement, les réductions recommandées par le FMI s'élèvent à près de 10 milliards de dollars américains. Cela signifie que lorsque le FMI conseille de limiter la masse salariale, en particulier dans des contextes où il existe des pénuries avérées de personnel clé, il sape directement l'engagement qu'il a lui-même pris d'accroître la participation des femmes au marché du travail.[81]

Cette recherche conjointe a montré comment la réduction des budgets utilisés pour payer les travailleurs du secteur public **compromet les progrès en matière de santé, d'éducation et d'égalité entre les hommes et les femmes, tout en bloquant l'action climatique** dans certains des pays les plus pauvres du monde. Malgré les affirmations du FMI selon lesquelles la maîtrise de la masse salariale est une mesure temporaire, il a été conseillé aux 15 pays étudiés de réduire ou de geler la masse salariale du secteur public pendant trois ans ou plus. Même lorsque le FMI prétend protéger les travailleurs de la santé et de l'éducation, cela s'avère impossible dans la pratique, car il s'agit du groupe le plus important de la masse salariale du secteur public, de sorte que les réductions globales ne peuvent être réalisées sans au moins geler les dépenses consacrées aux enseignants et aux infirmières.

L'étude a également montré que **le FMI n'a pas donné de conseils cohérents aux pays sur les alternatives aux réductions de la masse salariale**, par exemple sur la manière d'accroître la marge de manœuvre budgétaire en augmentant les recettes fiscales grâce à des réformes progressives. En conséquence, les réductions salariales dans le secteur public, censées être temporaires, deviennent souvent presque permanentes. D'autre part, une augmentation d'un point du pourcentage du PIB consacré à la masse salariale du secteur public dans ces 15 pays permettrait de recruter 8 millions d'infirmières, d'enseignants et d'autres travailleurs. Si cette mesure était appliquée à l'échelle mondiale, elle permettrait de combler le déficit mondial de soins calculé par l'OIT, les femmes bénéficiant tout particulièrement des emplois créés grâce aux investissements dans les infrastructures de soins sociaux. Cela donne une idée de l'ampleur de l'impact des contraintes actuelles et de leur effet cumulatif au fil du temps. En fait, de nombreux pays pourraient raisonnablement augmenter le pourcentage du PIB consacré à la masse salariale de plus de 1 %, ce qui pourrait avoir un effet transformateur sur l'ensemble des services publics.

Les recherches approfondies d'ActionAid sur les réductions de la masse salariale dans le secteur public ont montré qu'elles désavantageaient triplement les femmes et les personnes victimes de discriminations croisées, à travers : (1) la perte d'emplois décents dans le secteur public ; (2) la perte d'accès aux services ; et (3) l'augmentation des soins non rémunérés et de la charge de travail domestique en cas de défaillance des services publics. Nous examinons ci-dessous chaque type d'impact plus en détail, avec des exemples et des preuves provenant de pays sélectionnés.

ACCÈS AU TRAVAIL DÉCENT - REVENUS ET SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE DES FEMMES TRAVAILLANT DANS LE SECTEUR PUBLIC

Pour les femmes, le secteur public tend à être une source majeure d'emploi.[82] **La pression exercée pour réduire la masse salariale du secteur public a exacerbé les pénuries d'infirmières, de personnel soignant, de médecins et d'enseignants dans de nombreux pays, compromettant ainsi les résultats en matière de santé et d'éducation, en particulier dans les pays du Sud.** En plus de bloquer les nouveaux recrutements qui ont investi du temps, de l'énergie et des ressources dans la formation, les limites imposées à la masse salariale globale du secteur public entraînent des réductions et des gels des salaires de la main-d'œuvre existante, même lorsque ces derniers sont déjà peu élevés. Les salaires des travailleurs de première ligne du secteur public occupant des postes subalternes sont particulièrement touchés, et cela affecte les femmes de manière disproportionnée car elles sont concentrées dans les postes de première ligne (par exemple les infirmières, les enseignants, les travailleurs sociaux), les postes administratifs de niveau inférieur et les postes temporaires et à temps partiel - qui sont souvent assortis de contrats plus précaires, irréguliers ou inexistants et d'une rémunération plus faible.[83] Cela est dû à **des normes sociales discriminatoires et à la ségrégation professionnelle,et les coupes dans ces services poussent de nombreuses femmes vers le sous-emploi et le chômage, le travail précaire ou l'économie informelle**, ce qui nuit durablement à la sécurité économique, au revenu et au patrimoine des femmes et, dans certains cas, creuse l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes.[84] Cette approche de la réduction de la masse salariale du secteur public est en contradiction avec l'accent mis par le FMI sur la participation des femmes au marché du travail.

4.1: NEPAL : LES RÉDUCTIONS DE LA MASSE SALARIALE DU SECTEUR PUBLIC SAPENT L'ÉDUCATION ET SES TRAVAILLEURS

Selon une étude d'ActionAid Nepal, le pays doit actuellement employer 67 000 enseignants permanents pour répondre aux plans du gouvernement, alors qu'il y a 40 000 enseignants sous contrat temporaire - soit embauchés par le gouvernement local avec un salaire relativement bas, soit des enseignants de remplacement sous contrat temporaire payés par la communauté.[85] En raison des fermetures d'écoles liées au COVID, de nombreux enseignants temporaires dans les écoles privées ont été licenciés, ce qui suscite des inquiétudes quant à leur bien-être et à l'impact sur les écoles lorsque la vie reviendra à la normale.

Notre examen des documents du FMI montre que le Népal a subi des pressions pour réduire et geler la masse salariale du secteur public, bien qu'elle soit déjà incroyablement basse. Avec seulement 11 % du budget national consacré à l'éducation, la situation est désastreuse pour le secteur. **Cette situation comporte une forte dimension de genre, puisque la majorité des enseignants contractuels mal payés sont des femmes, ce qui reflète les tendances générales au Népal, où les femmes sont payées 30 % de moins que les hommes.**[86]

Les **femmes doivent donc supporter le poids des contraintes liées** à la masse salariale, un poids que la crise actuelle du coût de la vie ne fait qu'accroître. Ces contraintes aggravent l'écart salarial entre les hommes et les femmes et l'inégalité économique plus large qui se manifeste tout au long de la vie des femmes, notamment en ce qui concerne les cotisations de retraite et l'insécurité économique à un âge avancé. L'engagement de développer l'éducation préscolaire, par exemple, a été sapé par le fait qu'à l'heure actuelle, la main-d'œuvre dépend des femme[87] qui travaillent avec des salaires de misère (70-130 USD par mois[88]). Une lutte est en cours pour améliorer cette situation, mais elle est actuellement limitée par les contraintes liées à la masse salariale. Il est difficile de s'étendre à de nouvelles régions alors que les salaires du secteur public sont déjà réduits à leur plus simple expression.[89]

TÉMOIGNAGES DE TRAVAILLEURS DE PREMIÈRE LIGNE AU NEPAL

Tulsi Neupane: *"Je suis professeur d'anglais et directeur de l'école de base Lalit Bikas. Je suis membre de l'Association des enseignants du Népal. Nos salaires stagnent depuis quatre ans. Après le COVID, j'ai rencontré de nombreux enseignants d'écoles publiques qui n'ont pas reçu de salaire et/ou qui ont perdu leur emploi. Je pense que c'est une perte pour le système éducatif que tant d'enseignants expérimentés puissent ne jamais revenir et que nous devions recruter à leur place des enseignants inexpérimentés et sans formation.."*

Mr. Prakash Thapa: *"Je suis professeur d'anglais à l'école secondaire Shramjit Kishor depuis 22 ans. J'enseigne depuis 37 ans. La baisse des salaires n'est pas un phénomène récent. J'avais l'habitude de recevoir des indemnités pour mon rôle de professeur de classe, pour la surveillance des examens et la vérification des copies d'examen des élèves, etc. Au cours des dix dernières années, j'ai perdu toutes ces indemnités."*

Source: Témoignage recueilli par l'Internationale de l'Education

L'UNESCO estime qu'il faudra 69 millions d'enseignants supplémentaires au cours des dix prochaines années pour atteindre l'objectif de l'ODD relatif à l'accès universel à l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2030. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime qu'il **manque 5,9 millions d'infirmières dans le monde**, dont près de 90 % dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Pour combler cette pénurie, il faut recruter de nouvelles personnes et remédier à la faiblesse des salaires dans l'ensemble de la profession d'infirmier.[90] La crise des soins dans de nombreux pays signifiera probablement qu'il faudra encore plus de travailleurs de première ligne à l'avenir. Cela ne sera pas possible tant que le FMI continuera à utiliser des contraintes brutales sur la masse salariale du secteur public qui ne laissent aucune marge de manœuvre aux ministères des finances.

4.2: BANGLADESH: L'IMPACT DE LA COVID SUR LE TRAVAIL RÉMUNÉRÉ ET NON RÉMUNÉRÉ DES FEMMES

91,8 % de l'emploi total des femmes au Bangladesh se trouve dans le secteur informel. Les employées de maison, les propriétaires et les travailleurs de petites entreprises, les journaliers, les vendeurs de rue, les nettoyeurs, les travailleurs du sexe, y compris les transsexuels, et d'autres travailleurs informels ont rapidement perdu leurs moyens de gagner un revenu à cause de la COVID-19. Des milliers de travailleurs migrants, y compris des femmes rapatriées, ont perdu leur emploi, sans grand espoir de réintégration. Même dans le secteur formel, des pertes d'emploi massives de travailleuses dans le secteur du prêt-à-porter ont été signalées, bien que certaines usines de vêtements aient commencé à ouvrir. Dans ces cas, la sécurité des travailleurs, y compris des femmes, reste un sujet de préoccupation.

Le système de santé bangladais est dominé par les femmes : plus de 94 % des infirmières et plus de 90 % des agents de santé communautaires sont des femmes. Elles sont les plus vulnérables aux infections et risquent leur vie. Pendant la COVID, un grand nombre de femmes travaillant dans le secteur de la santé avaient besoin d'aide pour concilier l'augmentation de leur charge de travail et leurs obligations familiales (soutien aux enfants, filets de sécurité, soutien à la santé mentale), mais elles n'ont reçu que très peu d'aide.

Les femmes ont également subi de plein fouet l'augmentation des soins non rémunérés. Au Bangladesh, avant l'introduction du COVID, les femmes effectuaient en moyenne 3,43 fois plus de tâches domestiques non rémunérées que les hommes. La fermeture des écoles et le fait que toute la famille reste à la maison ont encore aggravé la charge de travail non rémunéré des femmes, qui ont absorbé le fardeau supplémentaire des tâches familiales constantes. Lorsque les systèmes de santé ont été mis à rude épreuve par les efforts déployés pour contenir la pandémie, les femmes ont consacré plus de temps à des activités non rémunérées de soins aux adultes, telles que la prise en charge émotionnelle et le soutien administratif aux adultes, en plus de la cuisine, du nettoyage et des réparations.

Source: ActionAid Bangladesh

De nombreux syndicats ont signalé que les salaires dans l'enseignement public sont bien inférieurs aux niveaux de base du panier de la ménagère, du panier de la pauvreté alimentaire ou du panier du revenu de base.

- Un rapport **d'ActionAid Zimbabwe** a révélé que les enseignants, les infirmières et les médecins subissent de plein fouet les coupes sombres opérées dans la masse salariale du secteur public du pays. Les travailleurs essentiels de première ligne doivent donc lutter pour survivre avec des salaires de misère. Les niveaux de salaires ont subi un coup dur en 2019 en particulier, lorsque les revenus moyens des enseignants et des travailleurs de la santé n'ont même pas atteint le seuil de pauvreté du panier alimentaire - la capacité des salaires à nourrir une famille moyenne de cinq personnes.[91] Comme l'inflation fait des ravages sur les salaires des enseignants, beaucoup d'entre eux quittent le secteur.[92]
- **ActionAid Sierra Leone** a signalé que si, à première vue, la masse salariale du secteur de l'éducation semble augmenter (en termes nominaux de 65 % depuis 2017), en termes réels, elle a diminué de 5 %. En outre, comme les inscriptions scolaires ont augmenté en raison du nouvel engagement en faveur de l'éducation gratuite, le ratio élèves-enseignant est passé de 60:1 en 2017 à 75:1 en 2021, et l'analyse montre que le déficit d'enseignants est passé de 51 524 à 69 074. Les enseignants supplémentaires nécessaires pour ramener ce ratio au niveau internationalement recommandé de 40:1 augmenteront la masse salariale actuelle des enseignants de 20 pour cent.[93]

Malgré les affirmations du FMI selon lesquelles l'éducation et la santé sont "protégées" ou exemptées des réductions de la masse salariale, nous n'avons trouvé aucune preuve de cela dans les deux tiers des pays que nous avons étudiés.[94] Même lorsqu'il existe des exemptions pour protéger les enseignants et les infirmières, l'effet peut être de geler leur salaire, ce qui, au fil du temps, constitue une réduction de salaire en termes réels. Une analyse de cette politique sous l'angle du genre et de la répartition, comme le suggère la stratégie en matière de genre, le

démontrerait. Mais les conclusions d'une telle analyse auraient-elles suffisamment de poids pour que le FMI cesse à l'avenir de réduire la masse salariale ? Ou cela conduirait-il simplement à un petit programme compensatoire et ciblé pour certaines femmes ?

4.3: GHANA: LES INFIRMIÈRES SE RETROUVENT SANS EMPLOI SUITE AUX RÉDUCTIONS DE LA MASSE SALARIALE DU SECTEUR PUBLIC[95]

Le Ghana négocie actuellement son 17ème programme avec le FMI, et une évaluation de l'impact sur le genre et la distribution des principales politiques de ce programme serait essentielle. Les femmes ont été touchées de manière disproportionnée, car elles représentent plus de 75 % de la fonction publique.

Au Ghana, 41 000 infirmières, dont la majorité sont des femmes, sont au chômage et ont formé un syndicat pour les infirmières au chômage, alors que dans le même temps, il y a une pénurie de personnel de santé. Une étude d'ActionAid Ghana a révélé un taux de vacance de 41 %, soit 47 758 postes vacants dans les services de santé. Parallèlement, le pays compte en moyenne un médecin pour 8 132 habitants, ce qui dépasse de loin le seuil mondial de l'OMS d'un médecin pour 1,000 habitants.

Malgré ces pénuries chroniques, les dépenses de santé ont fortement diminué, passant de 9,6 % du budget en 2016 à 5 % en 2020. La part de la masse salariale du secteur public dans les dépenses totales a diminué ces dernières années, alors que l'augmentation du service de la dette a encore érodé les budgets publics. Cette situation est devenue de plus en plus insoutenable, le pourcentage des recettes publiques consacré à la dette dépassant 40 % entre 2016 et 2019, et plus de 55 % en 2020. Ce pourcentage est quatre fois supérieur au seuil de viabilité de 12 % fixé par le FMI.

À titre de comparaison, entre 2016 et 2020, le gouvernement ghanéen a dépensé deux fois plus pour le service de la dette que pour l'ensemble des employés du secteur public dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Les augmentations salariales dans le secteur de l'éducation sont constamment inférieures au taux d'inflation depuis 2016, et la pénurie d'enseignants n'est pas résolue. Le Ghana doit recruter environ 15 % d'enseignants supplémentaires dans le primaire chaque année d'ici à 2030, ce qui est quasiment impossible tant que les contraintes liées à la masse salariale persistent.

Source: ActionAid Ghana, Tendances dans la masse salariale sectorielle publique (éducation et santé) et les forces derrière le gel des salaire

Des impacts aggravés par des réductions "ciblées" de la protection sociale

C'est la combinaison des mesures d'austérité qui affecte particulièrement les femmes, leur sécurité de revenu et leur accès à la santé. Il n'est pas surprenant que **la réduction des salaires des femmes et de leur accès aux biens, services et ressources publics essentiels aggrave les inégalités**, menaçant les droits humains des femmes au *"logement, à l'alimentation, à la sécurité sociale et à un niveau de vie suffisant."*[96] Often, governments have imposed **sweeping cuts to social protection measures, such as unemployment insurance, housing benefit, child benefits and disability benefits,**[97] ce qui signifie que les femmes ne perdent pas seulement leur emploi ou subissent une baisse de leur salaire en termes réels dans le secteur public, mais aussi potentiellement d'autres sources de sécurité économique.

Le FMI conseille souvent un "ciblage" étroit des programmes de protection sociale en fonction des ressources. Ce type d'accès restreint à la protection sociale est *"notoirement difficile et ne parvient souvent pas à atteindre les personnes les plus pauvres,"*[98] en raison des grandes erreurs d'exclusion qui rendent ces programmes peu précis.[99] On le constate en Tunisie, où il y a "des fuites vers les non-pauvres de près de 60 pour cent du transfert en espèces existant".[100] Le FMI conseille même des "filets de sécurité ciblés" dans les pays où la pauvreté est très répandue et profondément enracinée.[101] L'accès à ces programmes peut s'avérer plus difficile pour les femmes. Par exemple, en Jordanie, "seulement 1,27 % des ménages dirigés par des femmes reçoivent une aide du Fonds national d'aide, contre 5,93 % des ménages dirigés par des hommes."[102] Des transferts en espèces conditionnels basés sur la

fréquentation scolaire des enfants ont fait partie des programmes de protection sociale ciblés recommandés par le FMI en Tunisie, en Jordanie et en Égypte, surchargeant les femmes d'un surcroît de travail (rémunéré et non rémunéré) de soins et de tâches domestiques. **Ces programmes s'appuient sur le travail invisible des femmes, tout en renforçant la division sexuelle du travail en décourageant les hommes de s'occuper des enfants.**[103] Le projet Bretton Woods note que : *"Ces programmes sont une source importante de revenus pour de nombreuses personnes, mais surtout pour les femmes, en raison de l'écart persistant entre les salaires des hommes et des femmes et d'autres facteurs qui concentrent les femmes dans les déciles de revenus inférieurs."*[104]

En outre, les femmes sont généralement exclues de nombreux systèmes de protection sociale parce qu'elles travaillent davantage dans le secteur informel, sans protection formelle.[105] Au cours de la pandémie de COVID-19, il y a eu un manque manifeste d'évaluation des besoins et de l'égalité des sexes dans les programmes de réponse des gouvernements, ce qui a eu un impact sur l'égalité d'accès des femmes à la protection sociale. Par exemple, en Afrique du Sud, un ciblage brutal a eu pour conséquence que plus de 7 millions de femmes - pour la plupart des femmes noires africaines à faibles revenus - se sont vu refuser l'accès aux subventions de détresse du pays. Leur "inéligibilité découlait directement des normes sociales patriarcales existantes qui attribuent aux femmes la responsabilité de s'occuper des enfants" et "laissait ces femmes dans l'impossibilité de recevoir l'aide que des millions d'hommes pauvres d'Afrique noire ont reçue". Documentée par le People's Recovery Tracker, cette exclusion illustre la façon dont les fonds de relance ont exacerbé les différences existantes.[106]

Tableau 2: Ratios salariaux femmes/hommes en 2019 par région

	Secteur privé	Santé
Mondial	Les femmes gagnent 75% du salaire des hommes	Les femmes gagnent 88% du salaire des hommes
Afrique	Les femmes gagnent 69% du salaire des hommes	Les femmes gagnent 91% du salaire des hommes
Asie du Sud	Les femmes gagnent 58% du salaire des hommes	Les femmes gagnent 86% du salaire des hommes
ALC	Les femmes gagnent 85% du salaire des hommes	Les femmes gagnent 96% du salaire des hommes

Source: World Bank: Banque mondiale : Tableau de bord des indicateurs de la bureaucratie à l'échelle mondiale

Des salaires égaux pour un travail égal

Les documents de politique générale du FMI suggèrent systématiquement qu'il est problématique que les salaires du secteur public soient plus élevés que ceux du secteur privé.[107] Ce que l'on appelle la "prime salariale du secteur public" est réputée "fausser" le marché du travail et, dans les rapports au titre de l'article IV, le FMI conseille régulièrement aux pays d'entreprendre des comparaisons entre les salaires du secteur public et ceux du secteur privé. L'effet est souvent de justifier des réductions de salaire effectives - ou des augmentations de salaire inférieures à l'inflation - pour les travailleurs du secteur public.

Il est intéressant de noter que l'avantage salarial du secteur public est souvent plus élevé pour les femmes et les emplois peu qualifiés que pour les hommes et les emplois hautement qualifiés.[108] Cela signifie que les femmes ont plus de chances d'obtenir un travail et un salaire décents dans le secteur public, alors que le secteur privé semble exploiter les femmes, et les travailleurs peu qualifiés en particulier. En effet, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes est inférieur de dix points de pourcentage dans le secteur public par rapport au secteur privé formel.[109] Le secteur des soins privatisé et externalisé dans le Nord global est un parfait exemple de la manière dont les secteurs privatisés exploitent les travailleuses. Cela exacerbe le problème plus large selon lequel les rôles qui sont associés aux soins et qui sont perçus comme étant liés au genre, sont généralement moins bien rémunérés. Le fait que le FMI établisse ces comparaisons entre le secteur public et le secteur privé a pour effet de ces comparaisons public-privé est donc inévitablement ressenti de la manière la plus aiguë par les femmes travaillant en première ligne dans le secteur public, qui tendent à être les premières à subir des réductions de salaire.

4.4: TÉMOIGNAGE DE LA PREMIÈRE LIGNE AU NEPAL

Suman Giri Shrestha, officier infirmière: *"J'ai fait mes études d'infirmière toute seule et j'ai essayé d'être heureuse dans ma profession. Mais quand j'entends parler du FMI, je suis frustrée. Réduire le budget du secteur de la santé, c'est comme cuisiner sans ajouter de sel. Une réduction du financement public dans le secteur de la santé a un impact sur les salaires des travailleurs de la santé, ainsi que sur leurs compétences et les services qu'ils fournissent. C'est une erreur de retirer cet aspect du budget. Je veux que le FMI place le secteur de la santé au cœur des services publics et cesse de faire pression sur le gouvernement pour qu'il réduise le financement de ce secteur."*

Source: Témoignage recueilli par l'Internationale des Services Publics (ISP)

LA RÉDUCTION DES DÉPENSES PUBLIQUES RESTREINT L'ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS

La masse salariale du secteur public représente une part importante des dépenses publiques et du coût de la fourniture de certains services publics tels que l'éducation et la santé. En effet, ces services sont à forte intensité de main-d'œuvre, de sorte que **les réductions de salaires et d'effectifs nécessitent souvent des changements dans la manière dont les services sont fournis, dans leur nature et dans les personnes qui peuvent y avoir recours**. En fin de compte, les coupes réduisent la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des services publics. Certains des effets les plus néfastes des coupes budgétaires dans les services publics,[110] *"découlent de la façon dont elles exacerbent les obstacles auxquels les femmes sont souvent confrontées pour accéder à des services publics de qualité" et ont "des répercussions à long terme et disproportionnées."*[111]

Dans certains cas, **les coupes budgétaires ont été effectuées directement dans des programmes et des services qui bénéficient principalement aux femmes**,[112] els que la garde d'enfants, l'éducation, la santé et les droits sexuels et reproductifs et la santé maternelle. Lorsque les budgets de l'éducation publique sont réduits, les écoles répercutent souvent les coûts sur les parents. Les ménages pauvres, incapables de payer la scolarité de tous leurs enfants, donnent invariablement la priorité aux garçons, considérés comme un meilleur investissement économique. Lorsque les budgets de santé sont réduits et que les coûts des soins médicaux augmentent, les normes patriarcales en matière de genre font que les ménages choisissent souvent de payer les frais d'hospitalisation et les coûts des médicaments pour les hommes et les garçons avant de payer pour les femmes et les filles.

La prise en charge précoce des enfants peut transformer les perspectives de vie des femmes et des jeunes filles. Village de Kozhilakudi dans le Kerala, en Inde.
CREDIT: ACTIONAID

4.5: EFFETS DES RÉDUCTIONS DE DÉPENSES SUR L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ AU NIGERIA ET SUR L'ACCÈS À L'EAU AU GHANA

Abigail est mère de deux enfants et l'une des deux sages-femmes travaillant dans un centre de soins de santé complets au **Nigeria.** *Elle explique ce que les réductions de dépenses signifient pour les conditions chaotiques qui règnent en première ligne : "Selon les normes de l'OMS, une infirmière est censée s'occuper de quatre patients, mais si vous entrez ici, vous verrez la foule. Il y a jusqu'à 150 femmes en consultation prénatale aujourd'hui, et il n'y a que deux infirmières en service". Pour Abigail, le fait qu'elles soient si peu payées à la fin du mois ne fait qu'aggraver les choses : "Nous ne pouvons pas payer les frais de scolarité de nos enfants.Nous n'avons pas les moyens de payer les frais de scolarité de nos enfants, nous avons dû en retirer certains. Quand les choses iront mieux, comme nous le croyons et l'espérons, ils recommenceront"."*

Source: Tous les noms ont été changés dans ces témoignages réels, recueillis par l'Internationale des Services Publics (ISP).

Ghana: Le coût de l'accès à l'eau devient un double fardeau pour les jeunes femmes qui doivent jongler entre la recherche d'argent pour acheter de l'eau et la fourniture de services liés aux soins non rémunérés. "Le gouvernement a beaucoup à faire pour fournir de l'eau aux communautés car, même avec la privatisation en cours, les gens dépensent beaucoup d'argent pour obtenir de l'eau et la demande est également très élevée... ils devraient donc en tenir compte dans leur budget... et être sensibles à la question du genre afin que les femmes passent moins de temps à aller chercher de l'eau et puissent se consacrer à d'autres tâches importantes... lorsque nous parlons d'être sensibles à la question du genre, [ce n'est pas seulement] pour les femmes mais pour tout le monde....dans nos écoles, nos hôpitaux, etc. Il est difficile d'aller dans un hôpital et de demander des toilettes... même s'il y en a, elles sont réservées au personnel.."[113]

Source: ActionAid Ghana, Document d'information sur les services publics sensibles au genre et la politique macroéconomique au Ghana

Malgré ces preuves, le FMI (et la Banque mondiale) recommande souvent d'introduire et d'augmenter les frais d'utilisation. Par exemple, au **Viêt Nam**, qui est confronté depuis six ans à des réductions et/ou des gels de la masse salariale dans le secteur public, l'article IV de 2016 a noté ce qui suit : "les autorités ... espèrent restreindre les dépenses sociales en augmentant les frais pour les soins de santé publics et l'éducation afin d'inciter à un plus grand recours aux services privés" et "les autorités ... ont noté des plans visant à accroître la participation des acteurs non étatiques dans l'éducation et les soins de santé afin de réduire les coûts pour le budget". Cela a ensuite été célébré dans le rapport 2018 de l'article IV qui a observé que "les frais plus élevés dans les domaines de la santé et de l'éducation ont permis de contenir les dépenses courantes." Il y a une certaine reconnaissance des risques potentiels impliqués: "les réformes visant à augmenter le recouvrement des coûts et à introduire l'éducation et les soins de santé privés doivent être soigneusement conçues pour garantir l'accès à tous et protéger les pauvres tout en améliorant la qualité des services." Cependant, cela ne reconnaît pas les impacts liés au genre, et ne reflète pas vraiment les preuves que **la privatisation augmente presque toujours les inégalités et nuit considérablement à l'accès pour ceux qui subissent une marginalisation** sociale et économique basée sur le revenu, et sur de multiples oppressions croisées telles que la race, la caste, la religion, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Elle n'explique pas non plus pourquoi les gens devraient payer deux fois pour l'accès aux services publics: d'abord par leurs impôts et ensuite par des frais d'accès (la forme d'impôt la plus régressive).

Dans certains cas, des groupes particuliers se voient explicitement refuser des services qui leur étaient accessibles auparavant, par exemple lorsque les femmes migrantes ne peuvent plus accéder à des soins de santé génésique gratuits. Le CESR a constaté en 2015 qu'en Espagne, *"à la suite du décret royal 16/2012, les femmes migrantes en situation irrégulière n'ont plus accès aux soins de santé sexuelle et reproductive non liés à la maternité."*[114]

L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE ACCROÎT LE TRAVAIL DE SOINS NON RÉMUNÉRÉ ET LA PAUVRETÉ EN TEMPS

La manière dont les réductions de la masse salariale du secteur public et les mesures d'austérité plus générales augmentent le travail de soins non rémunéré et la pauvreté en temps des femmes est d'une importance considérable. Les soins et le travail domestique sont un fondement du développement durable, essentiels à la vie

quotidienne, à la reproduction sociale et à la survie de l'ensemble de la société.[115] Une enquête menée par ONU Femmes en 2021 en Équateur montre qu'en raison des coupes dans le secteur de la santé, des licenciements dans le secteur public et du gel des salaires, 7 femmes sur 10 manquent de temps et 48 % d'entre elles déclarent que le travail de soins non rémunéré est leur activité principale.[116] ActionAid Bangladesh a mené une enquête sur l'emploi du temps qui a révélé que les femmes consacraient en moyenne huit heures par jour à des soins non rémunérés. Les hommes y consacrent environ une heure et demie par jour. En revanche, les femmes consacrent environ une heure par jour à un travail rémunéré, tandis que les hommes consacrent cinq heures à un travail pour lequel ils sont payés.[117]

Toutes les mesures d'austérité tendent à *"intensifier la charge de travail non rémunéré des femmes et leur manque de temps."*[118] Par exemple, les coupes dans les infrastructures d'eau et de transport (ou le sous-investissement continu dans ces infrastructures) dans les pays les plus pauvres signifient que les femmes peuvent devoir passer de longues heures à aller chercher de l'eau et à se rendre à leur travail, dans les cliniques et dans les bureaux du gouvernement, souvent à pied. Lorsque des coupes sont effectuées dans les services publics tels que la santé, les soins aux personnes âgées, les soins palliatifs et les soins aux enfants, le besoin de soins ne disparaît pas, la responsabilité est simplement transférée de la sphère publique à la sphère privée, aux soignants non rémunérés à la maison qui, en raison de normes sociales bien ancrées, sont généralement des femmes.[119]

4.6: SIERRA LEONE : LA RÉDUCTION DE LA MASSE SALARIALE DU SECTEUR PUBLIC LIMITE LE RÉTABLISSEMENT DES SERVICES DE SANTÉ

La guerre civile en Sierra Leone, qui s'est achevée en 2002, a laissé le pays avec des services publics délabrés, des pénuries chroniques de personnel et des résultats en matière de santé et d'éducation parmi les plus mauvais au monde. Depuis lors, un certain nombre d'initiatives ambitieuses ont été lancées. En 2010, l'initiative pour des soins de santé gratuits a été annoncée, dans le but de réduire les frais à la charge des femmes enceintes et allaitantes et des parents d'enfants de moins de cinq ans.

Malgré ces objectifs ambitieux (et de nombreux défis), entre 2016 et 2021, la Sierra Leone a reçu un budget cohérent dans les documents de prêt du FMI au titre de l'article IV et de la facilité élargie de crédit pour réduire la masse salariale du secteur public à un objectif de 6 % du PIB. Notre rapport national en Sierra Leone a révélé que, si la masse salariale des travailleurs de la santé a augmenté en termes nominaux entre 2017 et 2021, elle a diminué de 15 % en termes réels..

Il s'agit d'un défi de taille dans un pays encore sous le choc d'Ebola lorsque le COVID-19 a frappé. Le gouvernement a tenté de développer et de reconstituer le personnel de santé après Ebola (qui a coûté la vie à 257 agents de santé). En 2020, alors que la crise du COVID-19 frappait le pays, le gouvernement a augmenté le nombre d'agents de santé de 5 000 et a annoncé une augmentation de 30 % de leurs salaires, dans le but de donner un petit coup de pouce à une main-d'œuvre décimée et surchargée. Compte tenu des restrictions actuelles sur la masse salariale, cette mesure risque d'entraîner des coupes plus importantes ailleurs.

Source: ActionAid Sierra Leone, Rapport sur le secteur public et l'austérité sur les tendances de la masse salariale du secteur public dans la santé et de l'éducation en Sierra Leone

Cette "super exploitation" des femmes par les décideurs politiques des gouvernements et du FMI signifie que "ce n'est pas seulement que les réductions de dépenses augmentent par inadvertance le travail de soins non rémunéré des femmes. En fait, ***ces réductions sont faites en se basant sur l'hypothèse implicite ou explicite que les femmes que les femmes combleront les lacunes."***[120] *Ces politiques sont proposées en partant du principe que les ménages reprendront "le travail autrefois fourni ou subventionné par l'État,"*[121] transférant de fait cette main-d'œuvre vers la "prestation de services à usage propre", comme l'OIT a défini les soins non rémunérés et le travail domestique.[122] **Les politiques d'austérité transforment les femmes en "amortisseurs involontaires" et en "prestataires de soins de facto."**[123] En particulier, les femmes qui se trouvent au carrefour de la marginalisation sont supposées "compenser le manque de services en effectuant un travail corporel pour le compte de l'État"[124] Bhumika et Guillem concluent : "L'incapacité ou le refus de l'État de fournir des services et des biens pour garantir les droits économiques et sociaux des femmes marginalisées crée une insécurité et une vulnérabilité chroniques. En substance, cela facilite la régression des droits des femmes et "au détriment de la capacité de gain, de l'éducation, de la santé et des loisirs des femmes."[125]

4.7: VIETNAM : DES PREUVES SOLIDES TIRÉES DES CARNETS D'EMPLOI DU TEMPS

Depuis 2015, ActionAid Vietnam a entrepris un programme de recherche et de plaidoyer à long terme axé sur le travail de soins non rémunéré et l'impact que la répartition inégale des soins a sur les femmes, les hommes, la société et l'économie. Ce programme opère dans neuf zones rurales et comprend une enquête sur le temps passé, des initiatives de changement de comportement au sein de la communauté, une analyse des politiques et des actions de plaidoyer. Voici quelques-unes des principales conclusions:

- **5 heures par jour :** le temps moyen que les femmes consacrent aux soins non rémunérés dans les premières enquêtes d'ActionAid sur l'emploi du temps.
- **54 jours ouvrables par an :** le temps que chaque femme d'un district pourrait économiser si elle bénéficiait d'un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement.
- **50 heures par mois :** le temps moyen que les femmes ayant des enfants de moins de six ans consacrent à la garde des enfants.
- 5 millions d'heures par mois : le temps que les femmes pourraient gagner si 100 000 places supplémentaires de garde d'enfants étaient créées.
- **47 millions de dollars :** la contribution que ces femmes apporteraient à l'économie chaque année si elles investissaient leur temps dans un travail rémunéré dans l'économie des soins, plutôt que dans un travail de soins non rémunéré. Cela augmenterait également le revenu de leur ménage de 40 dollars.
- **57 minutes par jour:** la réduction moyenne du temps que les femmes consacrent aux soins non rémunérés à la fin du projet de recherche et de sensibilisation de deux ans. Cela équivaut à 29 heures par mois.
- **8 heures par semaine:** le temps supplémentaire que les femmes participant à l'étude ont consacré au travail rémunéré à la fin de l'étude.

Source: ActionAid International, Qui se soucie de l'avenir, p6

4.8: OBSERVATIONS DE L'EXPERT INDÉPENDANT DES NATIONS UNIES SUR LA DETTE

Dans le rapport de 2018 sur l'impact des réformes économiques et des mesures d'austérité sur les droits humains des femmes, l'expert indépendant des Nations unies sur les effets de la dette extérieure a reconnu que "les questions économiques et réglementaires devraient viser à remédier aux relations de pouvoir asymétriques entre les hommes et les femmes qui sont au cœur de l'inégalité entre les sexes." Il a conclu que "pour mettre en évidence ces biais politiques [...], il est essentiel de procéder à une évaluation de l'impact des politiques de réforme économique sur les droits de l'homme qui tienne compte des sexospécificités" et a souligné que ces évaluations "peuvent aider les décideurs politiques à concevoir des solutions alternatives qui sont inclusives et font progresser l'égalité des sexes et les droits de l'homme", conformément aux obligations existantes de l'État en vertu des cadres internationaux des droits de l'homme, ainsi qu'aux engagements pris dans le cadre des ODD.

Selon l'experte indépendante, après avoir mis en évidence l'impact négatif des politiques économiques actuelles, le FMI doit s'attaquer de manière significative à ces moteurs macroéconomiques de l'inégalité entre les hommes et les femmes en adoptant des politiques alternatives. Il s'agirait de financer des politiques économiques transformatrices pour les femmes et de les concevoir de manière à réduire et à redistribuer la charge du travail non rémunéré des femmes et à améliorer leur accès à des formes de travail décentes, plutôt que précaires. Les politiques économiques qui renforcent les droits des femmes par des effets multiplicateurs économiques et sociaux comprennent des systèmes fiscaux progressifs, des services publics universels financés par l'État et sensibles au genre, une protection sociale et des mesures visant à garantir l'accès à un travail décent.

4.9: PRINCIPES DES NATIONS UNIES SUR L'ÉVALUATION DE L'IMPACT SUR LES DROITS DE L'HOMME

Selon les principes directeurs des Nations Unies sur l'évaluation de l'impact des réformes économiques sur les droits de l'homme, "les États sont tenus de gérer leurs affaires fiscales et d'adopter des politiques économiques qui garantissent le respect, la protection et la mise en œuvre des droits de l'homme". Ces principes précisent que "la charge de la preuve et l'obligation de réaliser des études d'impact sur les droits de l'homme" signifient que "les États et les autres créanciers, y compris les institutions financières internationales, doivent démontrer que les mesures de réforme économique qu'ils proposent permettront aux États de s'acquitter de leurs obligations en matière de droits de l'homme et ne les compromettront pas". Cela implique le devoir de réaliser des études d'impact sur les droits de l'homme afin d'évaluer et de traiter tout effet prévisible de leurs politiques économiques sur les droits de l'homme". Il est également très clair que : "La consultation et la publication des résultats des études d'impact sur les droits de l'homme dans des formats adéquats sont des éléments importants pour se conformer à cette obligation."[126]

'Encadrer la "fiscalité féministe" : Mettre la fiscalité au service des femmes.
CREDIT: GLOBAL ALLIANCE FOR TAX JUSTICE

Militants contre la violence sexiste à Nyamahumba, district de Nyanga, Zimbabwe
CREDIT: ACTIONAID

5. LA STRATÉGIE DU FMI EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES SEXES : PREMIÈRES RÉFLEXIONS

Pendant la majeure partie de son histoire, le FMI n'a pas tenu compte de la dimension de genre, considérant les questions sociales en général comme n'entrant pas dans le champ de ses responsabilités. Le genre n'était pas considéré comme ayant une importance pour la macroéconomie, ou comme méritant d'être examiné en termes d'impact des politiques macroéconomiques. En d'autres termes, l'égalité des sexes n'était pas considérée comme "macro-critique" pour le FMI.[127]

Cette situation a lentement évolué depuis 2013, bien que la société civile n'ait pas été impressionnée par les premiers commentaires ad hoc qui refusaient de reconnaître la centralité du genre dans les politiques macroéconomiques, ignoraient le travail autour des soins non rémunérés et de l'économie informelle, et évitaient tout engagement avec des économistes féministes et des organisations de femmes dans les pays où des conseils politiques genrés avaient été émis. En 2019, le FMI a été accusé "d'utiliser les femmes et l'égalité des sexes comme instruments de croissance économique plutôt que de poursuivre un modèle économique qui fonctionne pour les femmes et la société dans son ensemble."[128]

Ce n'est que récemment que le FMI a identifié l'inégalité entre les sexes comme une question "macro-critique,[129] en d'autres termes, une question qui affecte l'ensemble de la macroéconomie et qui relève donc du mandat du FMI. Les impacts sexospécifiques de l'assainissement budgétaire devraient ainsi figurer en bonne place dans l'agenda de l'institution. Le FMI a nommé une nouvelle conseillère principale en matière de genre et a publié en juillet 2022 sa toute première stratégie pour l'intégration du genre.[130] Cette stratégie a été approuvée par le conseil d'administration du FMI, qui est composé de directeurs exécutifs des pays membres (où le pouvoir de vote est basé sur les contributions financières, privilégiant ainsi les intérêts des pays riches).[131]

Cette stratégie prévoit la création d'une "unité centrale de genre et d'inclusion" et "l'intégration du genre" dans les fonctions essentielles du FMI, à savoir la surveillance, les prêts et le développement des capacités (ou l'assistance technique). La stratégie indique également que le FMI évaluera "l'impact différencié des chocs et des politiques sur le genre, et fournira des conseils macroéconomiques et financiers granulaires et adaptés". Les organisations de défense des droits des femmes, les économistes féministes et d'autres ont réclamé ce type d'évaluation de l'impact des chocs et des politiques sur les femmes.

Les organisations de défense des droits des femmes, les économistes féministes et d'autres ont réclamé ce type d'évaluation, car l'approche actuelle, qui ne tient pas compte de la dimension de genre, a conduit à maintes reprises à des effets néfastes pour les femmes. Cependant, il n'est pas certain que ces mesures soient systématiquement appliquées. En outre, la nouvelle stratégie comporte des **aspects** très **inquiétants**, tels que des références à la conditionnalité en matière de genre dans les programmes de prêts et une approche étroitement ciblée de l'atténuation des préjudices identifiés, comme nous l'expliquons ci-dessous.

Figure 1: Le FMI prévoit d'intégrer la stratégie en matière d'égalité des sexes

Où se trouve le FMI ?		*Où le FMI veut-il aller ?*
Surveillance • Pas encore d'approche systématique de la sélection des pays • Encadré/paragraphe/SIP autonome • Suivi limité	→	**Surveillance** • Approche impartiale et cohérente basée sur la macro-criticité • Conseils granulaires et spécifiques à chaque pays • Intégrés dans les discussions politiques de base • Suivi lors des consultations ultérieures • Création d'un centre de données centralisé • Boîtes à outils internes et formation interne du personnel par le biais d'un programme structuré
Prêts • Limites des critères de sélection, de la couverture politique et du suivi de la conditionnalité du programme • 6 pays sur 4 ans	→	**Prêts** • Appropriation par les autorités ; suivi • Adapté et ciblé ; évaluation de la criticité
Développement des capacités • Principalement des formations et des ateliers axés sur la fiscalité, dans un contexte de hausse de la demande de CD sur mesure	→	**Développement des capacités** • Intégré à la surveillance et aux prêts • Fournir davantage de CD/formations spécifiques aux pays • Ajouter une analyse ventilée par sexe aux produits de développement des capacités existants (par exemple, le rapport sur la sécurité financière).
Collaboration ad hoc avec d'autres IFI	→	**Renforcer la collaboration avec les autres IFI** • Construire des réseaux, rechercher systématiquement des contributions

Source: Chiffre tiré de la stratégie du FMI en matière d'égalité des sexes

5.1: STRATÉGIE DU FMI POUR L'INTÉGRATION DE LA DIMENSION DE GENRE VISION FONDAMENTALE

"La vision de la stratégie du FMI en matière d'égalité entre les hommes et les femmes reposera sur trois grands principes:

1. *Respecter le mandat du FMI en s'attachant à combler les écarts entre les hommes et les femmes qui sont : i) macrocritiques dans le cadre de la surveillance ; ii) essentiels pour la mise en œuvre et le suivi des programmes soutenus par le FMI ; et iii) qui relèvent des domaines d'expertise du FMI en matière de développement des capacités.*
2. *Fournir un leadership éclairé à l'échelle mondiale et des conseils de politique macroéconomique précis et adaptés aux pays membres.*
3. *Se concentrer sur l'optimisation de l'impact sur le terrain, notamment en collaborant avec les institutions partenaires et en s'engageant auprès d'autres parties prenantes."*

La **stratégie** dans son ensemble s'articule autour de **quatre piliers clés:**

1. Collecte de **données ventilées par sexe** et développement d'outils de modélisation pour permettre au personnel de mener des analyses politiques;
2. Un ***cadre de gouvernance*** *solide pour une approche équilibrée entre les membres, basée sur la macro-criticité du genre. Les directeurs du conseil d'administration ont demandé "d'articuler des critères clairs pour évaluer la macro-criticité des questions de genre et de rendre cette évaluation opérationnelle"*
3. **Renforcer la collaboration avec les partenaires extérieurs** pour bénéficier du partage des connaissances et de l'apprentissage par les pairs, tirer parti des complémentarités et maximiser l'impact sur le terrain ; et
4. **L'utilisation efficace des ressources** allouées au genre en mettant en place une unité centrale pour réaliser des économies d'échelle et soutenir les équipes nationales.

Source: Stratégie du FMI en matière d'égalité des sexes

Nous présentons ci-dessous certains termes et concepts clés de la stratégie du FMI en matière d'égalité des sexes et, dans chaque cas, nous formulons quelques observations et réflexions critiques sur les questions soulevées:

La stratégie du FMI en matière d'égalité des sexes	Observations / Réflexions
Écarts entre les hommes et les femmes ou égalité réelle entre les hommes et les femmes ?	
Le FMI soutiendra ses "pays membres [pour] favoriser des économies résilientes et inclusives en les aidant à combler les écarts entre les sexes et à améliorer l'autonomisation économique des femmes" en les aidant à combler les écarts entre les hommes et les femmes et à améliorer l'autonomisation économique des femmes"" Le FMI conceptualise trois façons dont les disparités entre les sexes influencent la croissance économique et la stabilité macrofinancière : par des écarts entre les sexes en termes d'opportunités, de résultats et de rôles décisionnels.	Comment le FMI définit-il les "écarts entre les sexes" et comment les compare-t-il aux normes en matière de droits de l'homme ? Les cadres des droits de l'homme donnent des orientations aux États sur la manière de remplir leurs obligations en matière de droits des femmes - avec des cadres juridiques internationaux, régionaux et nationaux bien établis sur les droits humains des femmes et l'égalité des sexes que la plupart des États membres ont ratifiés, tels que la Déclaration et le Programme d'action de Beijing de 1995,[132] la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de 1979 (CEDAW) avec son concept d'égalité réelle entre les sexes,[133] et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966,[134] qui a établi les principes de non-discrimination, mais aussi de non-rétrogression et de mobilisation du maximum de ressources disponibles pour les droits, ainsi que des engagements à réaliser des obligations fondamentales minimales. Il existe également de nombreux instruments régionaux et des dispositions constitutionnelles nationales ou des lois et politiques en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. En ignorant ces cadres relatifs aux droits de l'homme, le FMI ne dispose pas de points de référence crédibles pour comprendre les écarts substantiels entre les hommes et les femmes ou pour prendre des mesures à cet égard. *L'égalité matérielle des sexes, telle qu'elle est définie dans la CEDEF, souligne que "l'égalité formelle peut ne pas suffire à garantir que les femmes jouissent des mêmes droits que les hommes". Le fait d'attendre des femmes qu'elles "rattrapent les hommes" et qu'elles soient jugées selon des critères masculins pose problème. L'égalité réelle, par opposition aux "écarts entre les sexes", signifie qu'il faut tenir compte de la manière dont les femmes sont différentes des hommes et de la manière dont elles sont jugées. Les initiatives ou les politiques doivent garantir "l'égalité des chances", c'est-à-dire l'égalité entre les hommes et les femmes. Toute initiative ou politique doit garantir "que ces différences sont reconnues et prises en compte par les mesures et interventions de l'État visant à réaliser l'égalité", souligne International Women's Rights Action Watch Asia Pacific : "Une politique ostensiblement neutre du point de vue du genre, bien que n'ayant pas été adoptée par l'État, ne peut pas être considérée comme une politique d'égalité. Une politique ostensiblement neutre, qui n'exclut pas les femmes en tant que telles, peut entraîner une discrimination de facto à leur égard.."*[135] La stratégie semble faire référence à l'égalité en termes de "résultats" et mentionne la participation des femmes au marché du travail et les inégalités salariales comme exemples, mais l'égalité n'équivaut pas nécessairement à la réalisation des droit
Travail de soins non rémunéré	
Le FMI fait référence aux : les "moteurs des disparités entre les sexes", en précisant qu'ils "reflètent et entraînent une plus grande inégalité des chances et des résultats : l'inégalité d'accès à l'éducation, aux services de santé, aux infrastructures, aux biens et à la technologie ; l'inégalité des droits juridiques ; ***la violence à l'égard des femmes ; la répartition inégale des soins non rémunérés et du travail domestique*** *entre les hommes et les femmes ; et les facteurs culturels".*	*Si la reconnaissance de la disproportion des soins non rémunérés et du travail domestique des femmes est importante, elle doit être appliquée de manière beaucoup plus systématique, afin que l'impact des politiques d'austérité telles que les réductions de la masse salariale sur cette charge inégale des soins non rémunérés soit pleinement reconnu et traité. Le FMI n'a pas encore accepté que "c'est précisément le travail de soins non rémunéré qui compense l'échec des services publics". En ce sens, les femmes incarnent l'approvisionnement social, et l'État pourrait être considéré comme redevable du travail des femmes dans la production des services dont il est responsable"."*[136] Malheureusement, le travail de soins non rémunéré n'est pas suffisamment pris en compte dans le document stratégique principal, ce qui est choquant compte tenu de son importance pour les droits des femmes. Et si le FMI affirme de plus en plus qu'il comprend l'importance de l'inégalité économique et de l'inégalité entre les hommes et les femmes, il semble toujours éviter de faire le lien avec l'impact de ses propres conseils en matière de politique. Plus inquiétant encore, même si le FMI acceptait les preuves irréfutables que ses politiques d'austérité portent atteinte aux droits des femmes et alourdissent le fardeau des soins non rémunérés, il n'est pas certain que cela suffirait à inverser les conseils politiques de base sur l'austérité. À l'heure actuelle, l'austérité ressemble à un mastodonte incontrôlable, et la stratégie du FMI en matière de genre ne fera pas grand-chose pour l'arrêter.

Surveillance et macro-criticité

Dans son travail de surveillance ou ses consultations au titre de l'article IV[137], le FMI déclare qu'il passera "d'une couverture de la question de l'égalité entre les hommes et les femmes en tant que sujet essentiellement autonome et souvent avec un suivi limité, à une approche plus systématique fondée sur un traitement cohérent et équitable des pays membres, sur la base de la macro-criticité des lacunes en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, et sur la fourniture de conseils granulaires et adaptés qui sont intégrés dans les discussions sur les politiques fondamentales"."

Les questions macro-critiques de genre peuvent également être soulevées par les pays eux-mêmes - mais le FMI ne donnera pas de conseils lorsqu'il ne dispose pas de l'expertise nécessaire.

Le FMI n'est pas un expert en matière d'égalité des sexes, il ne devrait pas conseiller les pays en la matière, mais plutôt évaluer l'impact de leurs politiques économiques sur l'égalité des sexes et la manière dont elles y portent atteinte. Le FMI suggère qu'il travaillera en partenariat avec d'autres organisations (voir ci-dessous), mais il devrait reconnaître plus explicitement l'expertise des économistes féministes et des organisations qui possèdent cette expertise et s'en inspirer. L'imprécision de la norme de macro-criticité signifie qu'il n'y aura pas d'évaluation systématique des impacts sexospécifiques néfastes de la politique standard du FMI.

Disparités entre les sexes et la croissance économique

Selon le FMI, *"l'intégration de la dimension de genre au FMI commence par la reconnaissance du fait que la réduction des disparités entre les sexes va de pair avec une croissance économique plus forte, une stabilité et une résilience économiques accrues, et une réduction des inégalités de revenus".*

La réduction des disparités entre les sexes ne va pas toujours ou automatiquement de pair avec une croissance économique plus élevée. En effet, les disparités persistantes entre les sexes et l'exploitation du travail rémunéré et non rémunéré des femmes sont souvent à la base de la croissance économique. Tout dépend du type de disparité entre les sexes et du type de croissance économique, et il est essentiel d'adopter une approche plus nuancée.

Cela soulève également la question de savoir si le FMI va (continuer à) poursuivre des politiques de croissance économique même lorsqu'elles sont identifiées comme étant néfastes pour les femmes.[138] Plus généralement, il existe de nombreuses critiques féministes de la croissance elle-même et de la manière dont elle est mesurée (PIB - voir section 3). La stratégie ne fait rien pour remettre en question la poursuite de la croissance, qui est de plus en plus problématique face à une crise climatique qui pourrait nécessiter un engagement actif en faveur de la décroissance et de l'adoption d'objectifs et de mesures de développement plus durables, fondés sur les soins.

L'impact du FMI

La stratégie du FMI en matière de genre stipule que : *"les politiques économiques et financières peuvent exacerber ou réduire les disparités entre les sexes".*

Compte tenu du rôle influent que joue le FMI dans l'établissement du programme macroéconomique et dans la détermination des politiques monétaires, financières, fiscales et de dépenses, cela revient à reconnaître que les politiques économiques et financières du FMI peuvent aggraver l'inégalité entre les sexes. MAIS cette position n'est pas constante dans les documents de stratégie sur le genre, qui ne reconnaissent à aucun moment explicitement le rôle du FMI dans la définition de politiques susceptibles d'exacerber les disparités entre les hommes et les femmes.

Inégalité de pouvoir et de responsabilité

Le FMI affirme que son "pouvoir de convocation" lui permet "d'attirer l'attention de ses homologues directs - les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales - qui élaborent et mettent en œuvre les politiques macroéconomiques et financières nationales, sur les questions macroéconomiques essentielles liées au genre". directs - les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales - qui élaborent et mettent en œuvre les politiques macroéconomiques et financières nationales". Dans ce "rôle de catalyseur ou de rassembleur", les services du FMI réuniront "les parties prenantes concernées", y compris les parties prenantes nationales, telles que les divers ministères de tutelle (finances, économie, genre, travail, santé, éducation et développement social, par exemple), les organisations de la société civile et les représentants du secteur privé, des organisations de la société civile et des représentants du secteur privé" pour discuter de "la manière dont les politiques macroéconomiques et du secteur financier pourraient être envisagées sous l'angle de l'égalité des sexes".

Il est bon de voir que le pouvoir du FMI est reconnu, car il minimise généralement son propre pouvoir sur l'élaboration des politiques et prétend que les gouvernements nationaux sont toujours aux commandes et qu'ils ont la pleine maîtrise de la situation. Pourtant, les accords conclus et les politiques mises en œuvre sont remarquablement similaires d'un pays à l'autre, et le seul acteur présent à la table des négociations dans tous les pays est le FMI. Dans la pratique, cela montre que le FMI a plus qu'un simple "pouvoir de convocation".

Les féministes ont toujours remis en question la légitimité du FMI à influencer ou à façonner des décisions politiques nationales qui devraient être prises démocratiquement. La nature à huis clos de la plupart des consultations et le nombre limité d'acteurs (souvent uniquement des OSC respectueuses des règles) invités dans la salle, sapent en pratique la souveraineté nationale et la responsabilité des gouvernements vis-à-vis de leur propre population. L'idée que le FMI puisse être l'acteur qui apporte aujourd'hui les questions de genre de manière coercitive à la table des négociations met mal à l'aise. De nombreux autres acteurs, y compris les organisations de défense des droits des femmes, seraient mieux placés pour le faire, mais ils ne le peuvent pas tant que le processus décisionnel global n'est pas rendu plus transparent et plus inclusif. Le FMI devrait utiliser son pouvoir de convocation reconnu pour garantir un niveau beaucoup plus élevé de transparence et d'inclusion.

Collaboration et partenariats externes

Le FMI déclare qu'il n'est pas expert en matière d'égalité des sexes ou de droits humains des femmes et qu'il travaillera avec ONU Femmes et d'autres partenaires extérieurs pour tirer parti de leur expertise.

Il n'est pas clair si ces experts externes seront invités dans tous les espaces où les politiques ayant un impact sur le genre pourraient être discutées, ou s'ils ne participeront qu'à des sessions spécifiques étroitement axées sur les questions de genre, sans avoir la possibilité de commenter les politiques plus stratégiques. Il existe un risque que l'ONU Femmes soit utilisée pour approuver implicitement des politiques économiques conservatrices, tout en ne pouvant contribuer qu'à des interventions compensatoires en matière d'égalité des sexes. ONU Femmes elle-même a fait l'objet de critiques pour certains de ses récents engagements multipartites (par exemple avec Blackrock, qui est également l'un des créanciers privés du gouvernement zambien refusant de restructurer la dette), et devra se méfier d'être utilisée pour légitimer des cadres économiques globaux qui posent problème.

Il serait bon de s'engager également à impliquer les experts des Nations Unies sur les droits humains des femmes et d'autres agences comme l'OMS et l'UNESCO, qui peuvent aider à montrer l'impact sexospécifique des conseils du FMI en matière de santé et d'éducation. Les collaborations externes mises en évidence tendent à être étroitement axées sur le groupe de la Banque mondiale, qui a lui-même des antécédents problématiques en ce qui concerne l'impact sexospécifique de ses interventions.[139] La stratégie de la Banque mondiale en matière de genre doit certainement être analysée d'un point de vue critique.[140]

Société civile et organisations de défense des droits de la femme

La stratégie du FMI mentionne la société civile avec parcimonie, notamment en demandant à l'unité centrale de servir de *"point focal pour la collaboration interne et externe... d'aider à mettre les équipes nationales en contact avec les organisations, les groupes de réflexion et les OSC concernés", et en notant qu'"un engagement précoce avec les autorités nationales et d'autres parties prenantes sera essentiel"."*

L'engagement à collaborer avec la société civile doit aller plus loin. Bien qu'il soit fait référence à des "réseaux consultatifs externes sur le genre", il n'y a pas de référence significative à l'engagement avec les femmes.

Il n'y a aucune référence significative à l'engagement avec les organisations de défense des droits des femmes, les organisations féministes ou les syndicats représentant les femmes travaillant dans des secteurs clés susceptibles d'être affectés par les politiques du FMI. L'engagement large et inclusif de la société civile doit être systématique, à toutes les étapes du processus, et les organisations doivent avoir accès à tous les documents clés et pouvoir exprimer clairement l'impact des politiques sur les droits humains des femmes.

Les invitations ne doivent pas être triées sur le volet par le FMI, mais doivent être représentatives et inclure des voix critiques, afin d'éviter que des "consultations" limitées ne débouchent sur un lavage en rose des politiques les plus néfastes du FMI. La disparité de pouvoir entre le FMI et les experts locaux qui sont "consultés" doit être évaluée plus honnêtement, et des efforts conscients doivent être déployés pour éviter que toute consultation ne devienne de facto un exercice d'approbation automatique.

Mesures d'atténuation et programmes ciblés

La stratégie du FMI reconnaît que l'intégration de la dimension de genre : "Cette approche envisage d'intégrer les questions de genre qui sont pertinentes pour les résultats macroéconomiques dans les discussions sur les taux de change, les politiques monétaires, fiscales, financières et structurelles avec les pays membres. Dans le même temps, les conseils de politique générale des services doivent donner la priorité à la stabilité intérieure et extérieure. ***Si les mesures recommandées ou mises en œuvre*** *(par exemple, l'élimination des subventions aux carburants, la réduction d'autres dépenses publiques, l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée)* ***creusent les disparités entre les hommes et les femmes ou entraînent d'autres effets négatifs sur la répartition, un ensemble complet de mesures devrait inclure une évaluation des effets de ces politiques sur les hommes et les femmes et sur la répartition, ainsi que des mesures d'atténuation*** *(telles que les dépenses sociales) ciblant les plus vulnérables". [souligné par l'auteur]*

D'abord, cela montre très clairement que la vision de la "stabilité" du FMI l'emporte sur son intérêt pour la question du genre.

Deuxièmement, tout en parlant d'un "ensemble complet de mesures", il est également très clair que ces mesures doivent être "ciblées" sur les personnes les plus vulnérables. Il s'agit d'un pas en arrière par rapport à la recommandation de la note pratique du FMI de 2018 sur l'opérationnalisation de l'égalité des sexes dans les travaux du Fonds, qui préconise une "combinaison alternative de politiques pour prévenir ces externalités négatives."[141]

Plutôt que de prévenir les impacts négatifs liés au genre en adoptant des politiques alternatives, l'accent est désormais mis sur les mesures compensatoires. Les régimes de protection sociale ciblés sont en contradiction avec les engagements pris par les pays, les Nations unies et les ODD en faveur de socles de protection sociale.[142] Il est important de noter que les mesures d'atténuation ciblées sont souvent très problématiques, ont tendance à comporter de grandes erreurs d'exclusion et sont souvent coûteuses à administrer.

Le FMI dit essentiellement qu'il ne cessera pas de faire des choses préjudiciables aux droits des femmes, mais qu'il corrigera certains des pires effets pour certaines femmes - par le biais de programmes dont l'efficacité a été prouvée.

Données ventilées par sexe

Le FMI affirme qu'il renforcera les données par le biais d'un centre de données ventilées par sexe afin de rendre visibles les "écarts entre les sexes

L'essentiel est de savoir quelles données sont incluses et ce qui "compte". Ce point n'est pas suffisamment clair.

- Les données incluront-elles non seulement des données ventilées par sexe, mais aussi des données intersectionnelles ?
- Les données permettront-elles une analyse qui relie l'élaboration des politiques macroéconomiques aux soins non rémunérés, à la pauvreté en temps et à la participation des femmes au marché du travail ?
- Les enquêtes sur l'emploi du temps seront-elles utilisées pour éclairer l'élaboration des politiques macroéconomiques ?
- Les gouvernements bénéficieront-ils d'un soutien accru pour collecter ces données conformément aux engagements pris dans le cadre de l'objectif de développement durable 5.4 ?
- Comment le FMI relèvera-t-il les défis posés par le fait que les données sont toujours en retard sur la réalité du terrain, qu'elles ne sont pas toujours exhaustives, qu'elles peuvent rendre invisibles certains groupes tels que les travailleurs informels, les migrants, les réfugiés, les personnes déplacées, les populations autochtones et autres, et qu'elles peuvent souvent masquer les effets cumulés de discriminations qui se recoupent ?

Évaluations de l'impact sur l'égalité entre les hommes et les femmes

Le FMI s'est engagé, depuis 2018, à suivre l'impact de ses programmes sur le genre et il est prévu que la stratégie de genre aille plus loin en réalisant des évaluations de l'impact sur le genre et la distribution par le biais d'évaluations de l'impact sur le genre et la répartition.

Trois ans après cette orientation, en 2021, les recherches d'ActionAid, de PSI et de l'Internationale de l'éducation n'ont trouvé aucune preuve d'une analyse par le FMI de l'impact sexospécifique des contraintes pesant sur la masse salariale du secteur public dans ses documents relatifs à l'article IV et aux prêts dans 15 pays.[143] (ni d'ailleurs de la recherche par le FMI de politiques alternatives ou de la proposition de mesures d'atténuation). Le FMI et la plupart des ministères des finances ne savent pas comment leurs politiques affectent différemment les femmes et les hommes, parce qu'ils ne regardent pas.

En l'absence d'évaluations de l'impact de ses conseils politiques sur les masses salariales du secteur public, le FMI n'a aucun moyen de s'assurer que ses conseils ne nuisent pas à court ou à long terme, comme l'ont souligné 47 organisations de défense des droits des femmes et leurs alliés dans une lettre collective en mars 2022.

Programmes de prêts et conditionnalité en matière d'égalité des sexes

La stratégie du FMI est axée sur l'utilisation de la conditionnalité en matière d'égalité des sexes dans les prêts du FMI.

Ceci est alarmant étant donné la nature problématique et l'histoire des conditionnalités du FMI, qui voient une puissante institution dominée par le Nord empiéter sur la marge de manœuvre politique souveraine des pays du Sud. Le FMI reconnaît lui-même qu'il n'est pas un expert en matière d'égalité des sexes, alors comment peut-il imposer de manière crédible la conditionnalité en matière de genre ? Il serait préférable d'examiner de manière critique la façon dont les conditions imposées par le passé par le FMI ont aggravé les inégalités entre les hommes et les femmes et de s'éloigner définitivement de ces conditions à l'avenir. Il est absurde d'utiliser le même instrument de conditionnalité, dont le bilan est si problématique, pour tenter de faire avancer un programme en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. Le grand défi pour le FMI est d'affronter pleinement la mesure dans laquelle son paquet standard de conditions de consolidation fiscale sape l'égalité des sexes, et de s'engager à poursuivre des politiques alternatives informées par le travail d'économistes féministes progressistes..

En résumé, certains éléments de la nouvelle stratégie du FMI en matière d'égalité des sexes pourraient ouvrir des portes qui, par le passé, ont été résolument fermées. Mais nous nous demandons sérieusement si cette stratégie est suffisante pour reconnaître et traiter l'ampleur de l'impact sexospécifique des principaux conseils du FMI, en particulier lorsqu'il s'agit de l'austérité. en matière d'austérité. Cela n'aura aucun sens si le FMI continue comme il le fait depuis des décennies et se contente d'introduire quelques programmes spéciaux pour compenser certaines femmes par le biais de programmes de sécurité sociale étroitement ciblés. C'est pourquoi ActionAid soutient les mouvements féministes et les organisations de défense des droits des femmes qui rejettent la stratégie du FMI pour l'intégration de la dimension de genre, comme indiqué dans une lettre collective adressée au directeur général du FMI.

Le moment devrait être venu pour le FMI de parler d'actions plus audacieuses, de poser des questions plus difficiles sur son propre bilan et ses pratiques actuelles. Le FMI n'est pas un spectateur innocent qui alerte les gouvernements sur l'impact de certaines politiques sur les femmes. Il est l'architecte de ces politiques et devrait déjà savoir, grâce aux nombreuses preuves disponibles (y compris celles du FMI lui-même), que ces politiques ont un impact négatif sur les femmes. Il est clair que le FMI ne veut pas vraiment se regarder en face, ni proposer les changements qui sont clairement nécessaires dans la conception de ses principales politiques d'austérité.

Agricultrices féministes à Minais Gerais, au Brésil, où l'agriculture représente 67 % de l'emploi rural et où le leadership actif des femmes en matière d'agroécologie est crucial. CREDIT: ACTIONAID

6. UNE ALTERNATIVE PLUS AUDACIEUSE : RECOMMANDATIONS POUR UNE TRANSITION JUSTE FÉMINISTE

Comme le montre la section précédente, le FMI et les ministères des finances doivent s'éloigner définitivement du culte de l'austérité pour parvenir à un changement transformateur en matière de genre. Il ne suffira jamais de prendre quelques mesures compensatoires pour redresser les résultats injustes qui découlent de leurs propres interventions principales, ni d'impliquer les femmes de manière plus systématique dans le système économique injuste existant. Ce qui manque, c'est une vision plus large d'une alternative féministe, juste et verte, ainsi qu'un programme visant à construire des économies et des sociétés fondées sur la solidarité. Il se peut que le FMI ne soit jamais en mesure de promouvoir un tel programme de transformation parce qu'il serait en contradiction avec les fondements mêmes et les structures de pouvoir de l'institution. Mais il est utile d'être clair sur certains des éléments fondamentaux de ce programme qui pourrait être mis en œuvre par des gouvernements progressistes, des ministères des finances éclairés, des OSC et des mouvements.

UNE VISION PLUS AUDACIEUSE

Au-delà du PIB, les droits de l'homme, la justice climatique et les soins.

Si les économies sont guidées de manière obsessionnelle par la seule poursuite de la croissance du PIB, elles continueront à fouler aux pieds les droits des femmes et de la nature. Les gouvernements doivent valoriser et placer la réalisation des droits de l'homme et la durabilité de l'environnement au centre de leurs préoccupations. Cela signifie qu'il faut fixer des indicateurs et des objectifs différents pour les ministères des finances, et suivre différentes données pour déterminer si l'économie est performante. Cela signifie qu'il faut établir un programme clair autour d'alternatives économiques féministes qui valorisent les investissements dans la santé publique, l'éducation et la prise en charge des personnes les plus vulnérables de nos sociétés.

Les soins au centre

Les soins et le bien-être sont essentiels au maintien des sociétés et des économies, ainsi que de l'environnement, et doivent être valorisés et redistribués. Nous devons reconstruire fondamentalement l'organisation sociale des soins, en revalorisant le travail rémunéré et non rémunéré des femmes, en organisant une redistribution équitable du travail de soins entre les pays, les sexes et les générations, et en fournissant un travail décent et des "emplois verts" pour tous à l'ère numérique. De manière cruciale, les soins incluent le travail de protection de l'environnement et des écosystèmes, dont les femmes et les populations indigènes sont souvent plus dépendantes et, dans de nombreux contextes, les principales gardiennes, ce qui les place en confrontation directe avec l'économie capitaliste et en première ligne des crises climatiques et humanitaires.[144]

Reconstruire l'organisation sociale des soins permettra de sortir d'une économie néocoloniale, dépendante des combustibles fossiles, à fortes émissions, extractive et criblée de crises humanitaires. Elle permet de profondes transformations dans nos systèmes alimentaires, énergétiques et économiques qui réduiraient radicalement les émissions de gaz à effet de serre, favoriseraient l'agroécologie et garantiraient la souveraineté alimentaire, l'accès à l'énergie et la résilience des moyens de subsistance. Placer les soins au centre de notre économie, de notre politique et de notre société signifierait également le rétablissement du contrat social entre les institutions internationales, les États et les populations, suivi d'une augmentation massive des investissements dans les services publics, notamment la santé, l'éducation, les soins aux enfants et aux personnes âgées, l'alimentation, les transports, l'assainissement, les services de lutte contre la violence fondée sur le sexe, le logement et les espaces publics sûrs et verdoyants.

Le moment est venu de revoir et de reconquérir le **rôle** essentiel **de redistribution** des États, en soutenant "le plus grand nombre" et en empêchant qu'ils ne soient davantage capturés pour servir les intérêts de "quelques-uns". L'élément central doit être une **réorganisation** fondamentale **des services publics** - financés et fournis par l'État, alignés sur les droits de l'homme, contrôlés démocratiquement, universels et accessibles à tous..[145] Nous devons nous éloigner des économies extractives et non durables fondées sur le mythe des limites illimitées et de **la croissance perpétuelle**, et dépendre des soins et du travail domestique non rémunérés, invisibles (en termes de PIB), assumés principalement par les femmes. Nous avons la possibilité de construire des sociétés et des économies plus solidaires et plus égalitaires, des économies qui peuvent réellement prendre soin des personnes et de la planète.

L'investissement dans les services publics et la main-d'œuvre du secteur public sont au cœur de toute vision progressiste d'une transition féministe et juste, d'une reconstruction (ou d'une progression) meilleure.[146] Il existe des preuves irréfutables que l'investissement dans les services publics contribue activement à la croissance et au développement, mais c'est une vérité qui a été largement ignorée au cours des dernières décennies.[147]

Fiscalité féministe et justice fiscale

Une alternative claire à l'approche néolibérale dominante de la fiscalité est présentée dans la récente ressource de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale, Encadrer la fiscalité des femmes. Nous avons besoin de réformes fiscales plus ambitieuses qui remplacent les impôts régressifs par des alternatives progressives, sensibles au genre et respectueuses des droits. Cela signifie recommander et promouvoir des réformes fiscales progressives, telles que l'impôt sur la fortune et les bénéfices excédentaires des grandes entreprises, en luttant de manière significative contre la fraude fiscale, l'évasion fiscale et les flux financiers illicites. Cela signifie également qu'il est essentiel de mettre en place une infrastructure fiscale mondiale juste, démocratique, efficace et axée sur les droits, afin de garantir que les pays disposent de l'espace politique nécessaire pour mettre en œuvre des mesures fiscales progressives, sexo-spécifiques et justes au niveau national. Cela signifie qu'il faut retirer au club des nations riches (l'OCDE) le pouvoir de fixer les règles fiscales mondiales et établir une convention fiscale des Nations unies qui pourrait obliger les pays à respecter des normes juridiquement contraignantes et équitables en matière d'impôt sur les sociétés, de transparence financière et de justice fiscale.

Lorsque les gouvernements sont confrontés à un rétrécissement de leur marge de manœuvre budgétaire, ils sont confrontés à un choix fondamental : réduire les dépenses publiques ou augmenter les recettes nationales. C'est pourquoi des politiques fiscales progressives et ambitieuses constituent un fondement essentiel d'une politique fiscale plus équitable. Mais il est clair qu'il faut aller plus loin, notamment en prenant des mesures énergiques pour s'attaquer aux dettes injustes, y compris celles qui sont l'héritage du colonialisme ou des dictatures néocoloniales. Il est clair qu'une action internationale audacieuse est nécessaire pour résoudre la crise actuelle de la dette, car les

mécanismes existants ne suffisent pas, et il faut s'éloigner du simple report des paiements d'intérêts de la dette pour aller vers la renégociation et l'annulation de certaines dettes. Certaines dettes doivent être renégociées et annulées. Mais à plus long terme, **il faut également mettre en place un nouveau mécanisme indépendant de règlement de la dette afin que les pays endettés ne soient pas contraints de se tourner vers le FMI en tant que prêteur en dernier ressort.** Plus généralement, toute réforme de la politique fiscale devrait être négociée de manière transparente avec la contribution d'une série de parties prenantes (y compris la société civile) par le biais du **dialogue social national** - et toute réforme de la politique fiscale poursuivie devrait systématiquement évaluer les impacts potentiels sur le genre et l'inégalité économique, avec l'engagement de rejeter celles qui sont susceptibles d'avoir des impacts sociaux négatifs.

Soins non rémunérés et services publics

Les soins et le travail domestique non rémunérés doivent être reconnus pour leur valeur sociale et économique, réduits et redistribués, par le biais de services publics sensibles au genre qui peuvent supporter la charge, et/ou par le biais d'hommes qui en font plus. Le travail de soins rémunéré et les travailleurs du secteur des soins doivent être récompensés par un salaire égal et un travail décent.

Presque tous les services publics peuvent contribuer à réduire les soins non rémunérés et le travail domestique des femmes, que ce soit par l'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, qui réduit le nombre d'heures passées à marcher pour s'approvisionner, par l'amélioration de l'électricité, qui réduit le temps passé à chercher du combustible et à cuisiner, par l'amélioration des transports publics, qui permet aux femmes de se déplacer en toute sécurité, par l'amélioration de la santé, qui réduit le temps passé à s'occuper des enfants malades et des personnes âgées, par l'amélioration des services de garde d'enfants et d'éducation précoce, qui permet aux femmes de travailler.

Il existe de solides arguments en faveur de l'emploi[148] pour réaliser progressivement l'accès universel aux services de garde d'enfants et aux autres services de soins de longue durée, tels que les soins aux personnes âgées et aux personnes handicapées, ce qui pourrait créer près de 300 millions d'emplois d'ici à 2035. L'OIT estime que 78 % de ces nouveaux emplois seraient occupés par des femmes et que 84 % d'entre eux seraient des emplois formels.

Manifeste sur les soins : Reconstruire l'organisation sociale des soins, publié en 2021, établit un lien clair entre l'action visant à réparer l'injustice du travail de soins non rémunéré et l'action visant à **récupérer la nature publique des services de soins**. Elle critique l'organisation sociale actuelle des soins fondée sur l'exploitation des femmes non rémunérées et faiblement rémunérées, et plaide en faveur du rétablissement du devoir et de la responsabilité première de l'État de fournir des services publics de soins et de développer des systèmes de soins qui transforment les relations hommes-femmes et la vie des femmes. Ce manifeste établit un lien organique entre ce devoir et le financement de la capacité d'investissement de l'État par le biais d'une fiscalité juste et progressive et en garantissant l'égalité des droits fiscaux des États-nations au niveau international.

Au vu des multiples crises évoquées dans ce rapport, il existe clairement des arguments économiques et sociaux convaincants en faveur d'une révision radicale du rôle des services publics dans la construction d'une société et d'une économie solidaires. À la lumière de la crise climatique, des enseignements tirés de la conférence COVID-19 et de l'accroissement des inégalités, les gouvernements devraient reconstruire le contrat social national en plaçant au cœur de celui-ci des services publics de bonne qualité et financés de manière durable. Pour ce faire, ils devront s'opposer à des décennies de sous-financement chronique et à la pression idéologique en faveur de la privatisation et des partenariats public-privé. Les gouvernements doivent se réapproprier la souveraineté démocratique et donner la priorité à leurs citoyens, en refusant d'accepter des prêts ou des subventions de toute source contribuant à la privatisation des services publics. Renouveler la vision de services publics respectueux de l'égalité entre les femmes et les hommes, qui soient véritablement responsables devant les citoyens aux niveaux local et national, contribuera à construire des sociétés plus justes et plus solidaires. Une vision progressiste de l'avenir des services publics est présentée dans le manifeste mondial pour les services publics - Notre avenir est public.

Institutions internationales (y compris le FMI)

Au niveau international, une transition juste et féministe, dans une optique décoloniale, transformera les règles, les systèmes et les institutions de la gouvernance mondiale, afin de rééquilibrer les relations de pouvoir inégales, historiques et actuelles, entre le Nord et le Sud de la planète. Une transition juste et féministe renforcera également

l'État, afin de protéger non seulement ses citoyens, mais aussi tous les migrants, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et les réfugiés, en ravivant la notion de biens publics et de services publics gratuits et de qualité. Il faut réaffirmer le rôle central de l'État en tant qu'acteur responsable et redistributeur.[149] Il est difficile d'y parvenir alors que les institutions internationales poussent dans la direction opposée, de sorte qu'à moins qu'une réforme beaucoup plus fondamentale ne soit réalisée, il y aura une pression continue pour l'abolition du FMI - comme l'a demandé la campagne "50 ans, ça suffit" en 1994 et ceux qui ont réitéré le message "75 ans, ça suffit" en 2019.

6.1: ÉVALUATION SYSTÉMATIQUE DE L'IMPACT DES CONTRAINTES DE LA MASSE SALARIALE DU SECTEUR PUBLIC SUR LES DROITS DE L'HOMME EN FONCTION DE GENRE

Comme cela a été démontré ci-dessus, et par le passé par de nombreuses économistes féministes, ONU Femmes et d'autres, les politiques économiques aveugles au genre sapent les droits et l'égalité des femmes. Il est donc essentiel que le FMI et les gouvernements entreprennent des évaluations systématiques ex ante et ex post des impacts sexospécifiques des conseils de politique économique du FMI et des conditionnalités des prêts, y compris en ce qui concerne les contraintes de la masse salariale du secteur public. Ces évaluations devraient prendre en compte les éléments suivants:

- **Comment les contraintes de la masse salariale du secteur public affectent les femmes de manière disproportionnée, étant donné que les femmes sont plus susceptibles de travailler dans le secteur public, et qu'elles sont plus susceptibles d'avoir des salaires inférieurs et des contrats précaires à court terme.** Par exemple, les contraintes globales de la masse salariale du secteur public appliquées depuis de nombreuses années ont très certainement signifié que les femmes qui sont entrées dans la profession d'enseignant ont peu de chances d'avoir été recrutées en tant qu'"enseignants de la fonction publique" (faisant partie de la profession permanente) et ont plus de chances d'avoir obtenu des contrats occasionnels ou à court terme. Cela signifie qu'elles sont plus susceptibles d'être licenciées lorsque des réductions sont imposées.[150]
- **Comment les contraintes de la masse salariale du secteur public affectent le travail décent disponible pour les femmes** (en utilisant les indicateurs de l'OIT)[151] en explorant la participation des femmes au marché du travail en général (qui est censée être une priorité du FMI), et la participation des femmes à la vie publique, y compris à la prise de décision politique, du niveau communautaire au niveau national.
- **L'impact négatif des contraintes imposées au secteur public et du soutien apporté au secteur privé sur l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes.** *Cet écart peut être imparfait dans le secteur public, mais il est bien pire dans le secteur privé (voir tableau 1). La Banque mondiale commente :* "Cette plus grande égalité salariale pour les femmes reflète probablement les possibilités plus limitées de discrimination salariale dans le secteur public, étant donné que les salaires du secteur public sont souvent très réglementés."[152]
- **Comment la compression du secteur public et le soutien à la privatisation et à la tarification affectent l'accès des femmes et des filles à des services publics de qualité et sensibles à la dimension de genre, par rapport aux hommes et aux garçons.** Il existe des preuves irréfutables que lorsqu'il faut payer pour avoir accès à la santé ou à l'éducation, les femmes et les filles sont les premières à être exclue.[153]
- **La limitation des services publics entraîne une augmentation de la charge déjà injuste des soins non rémunérés** et du travail domestique supportés par les femmes en raison du rôle de soignantes qui leur est assigné par la société.

En outre, le FMI, les gouvernements et les ministères des finances pourraient et devraient **documenter l'impact de leurs politiques** sur les ODD. Idéalement, ils devraient examiner tous les objectifs et les cibles et indicateurs qui leur sont associés, mais surtout l'ODD 1 (sur la pauvreté), l'ODD 3 (sur la santé), l'ODD 4 (sur l'éducation), l'ODD 5 (sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes), l'ODD 8 (sur le travail décent), l'ODD 10 (sur l'inégalité) et l'ODD 13 (sur l'action pour le climat). L'impact du gel de la masse salariale sur la réalisation de ces objectifs devrait être prévu (à l'avance) et analysé (rétrospectivement). Poser systématiquement la question serait un point de départ, et à la lumière de la nouvelle stratégie du FMI en matière de genre, du consensus mondial pour donner la priorité aux ODD et de l'obligation de faire progresser les droits humains des femmes, il devrait y avoir une obligation de répondre systématiquement à cette question.

Lorsque les écoles ont fermé pour cause de Covid, Duongdav, 14 ans, au Cambodge, ne disposait pas d'une connexion suffisante pour suivre un enseignement en ligne et a donc dû assumer une grande partie des tâches non rémunérées au sein de sa famille et de sa communauté.
CREDIT: ACTIONAID

RECOMMANDATIONS POUR LE FMI ET LES MINISTÈRES DES FINANCES SUR LE GENRE

Le FMI n'est peut-être pas prêt à adopter une vision globale différente qui remettrait en cause certains de ses fondements et contredirait les distorsions actuelles de la dynamique du pouvoir qui encadre l'institution, mais il y a encore des choses à faire pour rendre plus crédible une stratégie d'intégration de la dimension de genre - et ces recommandations seraient également pertinentes pour les ministères des finances.

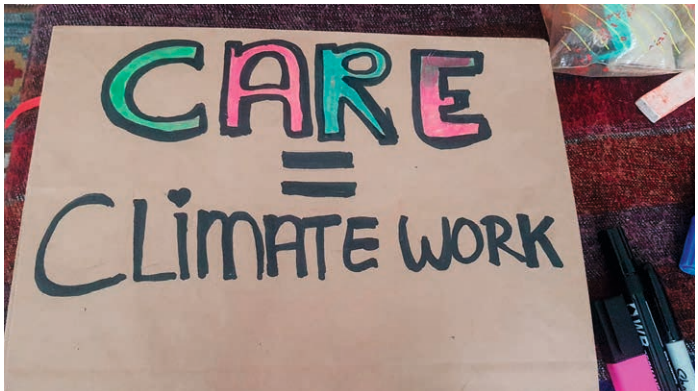
- S'intéresser plus systématiquement à la pensée hétérodoxe et aux économistes féministes.
- Regarder au-delà du PIB comme mesure du développement, notamment en plaçant les soins et le bien-être au centre des stratégies de développement et des politiques économiques, et s'efforcer davantage d'aborder honnêtement les contradictions entre l'austérité et les soins.
- À tout le moins, ils pourraient s'engager à veiller à ce que leurs interventions ne nuisent pas aux femmes et ne portent pas atteinte à l'égalité entre les hommes et les femmes.

Les mesures compensatoires, comme le ciblage de la protection sociale sur certaines femmes après les dommages causés par les politiques d'austérité, ne suffisent pas lorsque le FMI et les ministères des finances ont le pouvoir d'empêcher que le mal soit fait en premier lieu.

Sur la base de l'analyse contenue dans ce rapport, nous nous joignons aux mouvements féministes et aux organisations de défense des droits des femmes pour rejeter la stratégie actuelle du FMI en matière de genre. Nous avons toutefois quelques recommandations clés sur ce que le FMI et les ministères des finances devraient faire en matière de genre, conformément aux obligations des États en matière de droits de l'homme (voir les encadrés 4.8 et 4.9):

- **S'engager à ne pas nuire comme un minimum absolu, et reconnaître les préjudices causés par les conseils politiques standards et les conditionnalités de prêt aux pays pour mettre en œuvre des mesures de consolidation fiscale,** d'austérité et d'imposition régressive.
- **Évaluer de manière critique l'impact de leurs politiques de base sur le genre et les inégalités,** en procédant systématiquement à des évaluations ex ante et ex post de l'impact sur le genre et les inégalités de l'ensemble de leur surveillance, de leurs programmes et de leurs conseils politiques.
- **Recommander une autre combinaison de politiques** lorsque des effets négatifs sur les droits des femmes et l'égalité entre les sexes sont identifiés ou prévus, y compris en soutenant des alternatives économiques féministes
- **Consulter systématiquement divers groupes de la société civile,** en particulier les organisations nationales et régionales de défense des droits des femmes, les économistes féministes et les mouvements du Sud mondial
- **Explorer toutes les voies possibles pour renforcer la progressivité de l'impôt et la prise en compte de la dimension de genre,** y compris en faisant pression de manière cohérente pour une plus grande taxation de la richesse, des sociétés multilatérales et des revenus des plus riches de la société.
- **Reconnaître l'impact négatif des contraintes de la masse salariale publique** sur la prestation des services publics et la participation des femmes au marché du travail, et s'engager à aider les pays à augmenter le pourcentage du PIB consacré à la masse salariale lorsque des services essentiels sont confrontés à des pénuries de personnel.
- **Soutenir la mise en place d'une protection sociale universelle et publique,** plutôt que de programmes étroitement ciblés.
- **Évaluer l'impact** des partenariats public-privé **sur l'égalité des sexes et les inégalités économiques.**
- **Examiner l'impact des réformes du marché du travail sur les droits des travailleurs** en vertu des normes internationales du travail, les inégalités économiques, les revenus, le partage de la main-d'œuvre, la non-discrimination et l'emploi.
- **S'éloigner des subventions à l'industrie des combustibles fossiles,** à la fois directement et indirectement (par exemple, par le biais du biais d'optimisme du FMI dans les prévisions de croissance qui sont liées au développement des combustibles fossiles), et soutenir les processus de transition vers des énergies propres qui protègent l'emploi.

CREDIT: ROOS SALBRINK



CREDIT: ROOS SALBRINK

6.2: AUTRES RESSOURCES

- Le public face à l'austérité : Pourquoi les contraintes sur la masse salariale du secteur public doivent cesser, octobre 2021, David Archer et Roos Saalbrink, ActionAid International
- Qui s'occupe de l'avenir : financer des services publics sensibles au genre, avril 2020, Soren Ambrose and David Archer, ActionAid International
- "La fille noire résiste" : lutter pour un travail décent, avril 2021, Megha Kashyap, ActionAid UK
- Principes directeurs et normes minimales concernant les soins non rémunérés et le travail domestique, 2020, ActionAid
- Cadre de référence : Services publics sensibles au genre, juillet 2018, ActionAid
- Relier le local au global : Comment le Fonds monétaire international affecte les services publics et les droits des jeunes femmes et que faire à ce sujet : six étapes pour créer le changement. Fév2021, Asha Herten-Crabb & Rachel Noble, ActionAid UK
- Un autre monde est possible : Promouvoir des alternatives économiques féministes pour garantir les droits, la justice et l'autonomie des femmes, ainsi qu'un environnement juste et équitable.droits, la justice et l'autonomie pour les femmes et un monde équitable, vert et égalitaire. Nov 2020, Rachel Noble, Rachel Walker, Lila Caballero and Asha Herten, ActionAid UK
- Le FMI et l'égalité des sexes: Un recueil de critiques macroéconomiques féministes, Oct 2017, Bretton Woods Project
- Rendre le FMI responsable des droits des femmes et de l'égalité des sexes au niveau national, Nov 2019, Bretton Woods Project
- Macroéconomie respectueuse de l'égalité entre les femmes et les hommes : mobiliser le FMI et la Banque mondiale Octobre 2016 Projet de Bretton Woods
- Les ressources du projet "Gender Equality & Macroeconomics", coordonné par le projet Bretton Woods et réalisé en partenariat avec le réseau "Genre et développement", Observatoire de l'action internationale pour les droits des femmes en Asie-Pacifique et le Réseau latino-américain pour la justice économique et sociale
- Cadre fiscal féministe avec des exemples de l'Ouganda mars 2021, Alliance mondiale pour la justice fiscale (GATJ), Womankind Worldwide et Akina Mama wa Afrika
- L'austérité genrée et la dette incarnée en Equateur: canaux par lesquels les femmes absorbent et résistent aux chocs des coupes budgétaires publiques, 2022, Bhumika Muchhala & Andrea Guillem in Gender & Development (paywall)
- Manifeste sur les soins : Reconstruire l'organisation sociale des soins, mars 2022, Internationale des Services Publics
- Centrer les soins dans la reprise économique de Covid-19 : un paquet de soins en cinq points, mars 2022, Jessica Woodroffe, Réseau de Genre et Development
- L'impact des réformes économiques et des mesures d'austérité sur les droits humains des femmes, avril 2019, Le Centre pour le leadership Mondial des femmes
- Principes directeurs sur l'évaluation de l'impact des réformes économiques sur les droits de l'homme, mars 2019, Nations Unies
- Ajouter de l'huile sur le feu : comment les exigences du FMI en matière d'austérité vont accroître les inégalités dans le monde, Aout 2021,Oxfam International
- L'impact sexué des politiques du FMI dans la région MENA : le cas de l'Egypte, de la Jordanie et de la Tunisie, Octobre 2019, Nabil Abdo, Oxfam International
- L'organisation sociale des soins : Un aperçu mondial des principaux défis et du potential Alternatives pour un agenda syndical féministe, octobre 2021, Corina Rodríguez Enríquez et Cecilia Fraga, Internationale des Services Publics
- Mettre fin à l'austérité : Un rapport mondial sur les coupes budgétaires et les réformes sociales néfastes en 2022-25, septembre 2022, Par Isabel Ortiz, Matthew Cummings
- La reprise à la croisée des chemins : Comment les pays ont dépensé les fonds de la Covid-19 dans le Sud, Sept 2022, Coalition pour la transparence financière

References

1. Kate Donald et Nicholas Lusiani (2017) Le FMI, politique d'egalite de genre et de depense CESR. https://www.brettonwoodsproject.org/2017/09/imf-gender-equality-expenditure-policy/|

2. Natalie Raaber et Diana Aguiar (2011) Critiques féministes, alternatives politiques et appels à un changement systémique pour une économie en crise, Association pour les droits des femmes dans le développement. https ://editorialexpress.com/cgi-bin/conference/download.cgi?db_name=IAFFE2011&paper_id=262

3. Pour plus de détails sur la structure de gouvernance du FMI, voir : https ://www.imf.org/external/about/govstruct.htm

4. Isabel Ortiz et Matthew Cummins (2022) Mettre fin à l'austérité Rapport mondial sur les coupes budgétaires et les réformes sociales néfastes en 2022-25, Initiative pour le dialogue politique/Justice sociale mondiale..

5. Alliance mondiale pour la justice fiscale (2021) Encadrer la fiscalité féministe. avec des exemples de l'Ouganda. https://www.womankind.org.uk/wp-content/ uploads/2021/06/Framing-Feminist-Taxation-VF-two-page.pdf

6. FMI (2022) IMF Strategie du FMI pour l'integration de la dimension de genre. https ://www. imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2022/07/28/FMI- Stratégie pour l'intégration de la dimension de genre -521344

7. Voir, par exemple, les preuves contenues dans cette déclaration de l'AWID et de FEMNET pour CSW63 2020 https://www.awid.org/news-and-analysis/ social-protection-must-remain-universal-right. Le document d'information suivant pour la CSW 2019 sur le genre et la protection sociale (et d'autres formes d'investissement public) Chopra, D. 2019 (à venir). Initier l'autonomisation des femmes, réaliser l'égalité des sexes : interconnexions entre la protection sociale, les infrastructures et les services publics. ONU Femmes dispose également d'un solide corpus de recherche dans ce domaine (voir https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/ pièces jointes/sections/library/publications/2015/unwomen- policybrief01-makingnationalsocialprotectionfloorsworkforwomen- en.pdf?||| 8

8. Segment de haut niveau de l'ECOSOC, 13 juillet 2022. https://media.un.org/ fr/asset/k16/k1647tu3uk

9. Raaber et Aguiar (2011).

10. Ibid.

11. Daniel Munevar (2021) Une pandémie de la dette : Dynamique et implications de la crise de la dette de l'Union européenne 2020, Eurodad. https ://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/eurodad/pages/2112/ attachments/original/1622627378/debt-pandemic-FINAL.pdf ?1622627378

12. Alliance mondiale pour la justice fiscale (2021) Le « deal des riches » ne profitera pas aux pays en développement. https://docs.google.com/document/ d/1wh1eGXxwseVNIEdP5hToA_ZnLBB-ifUexW4i4g_zN3Y/edit

13. LATINDADD (2021) Les organisations de la société civile lancent un appel en faveur d'une utilisation équitable des droits de tirage spéciaux.. https://www.latindadd.org/2021/09/29/ osc-launches-call-for-the-fair-channeling-of-special-drawing-rights- osc-lanza-llamado-para-la-canalizacion-justa-de-los-derechos- especiales-de-giro/

14. ActionAid (2020) Impacts du Covid-19 sur les jeunes femmes : une évaluation rapide de 14 zones urbaines en Inde, au Kenya, au Ghana et en Afrique du Sud https://actionaid.org/sites/default/files/publications/YUW%20final%20report.pdf

15. Structure de gouvernance du FMI https://www.imf.org/external/about/govstruct.htm

16. Projet Bretton Woods (2018) Surveillance du FMI https ://brettonwoodsproject.org/2018/12/imf-surveillance-an-overview/

17. Ortiz et Cummins (2022).

18. Frances Ryan (2022) Pourquoi Starmer colporte-t-il la ligne de l '« arbre magique de l'argent » des conservateurs sur les dépenses publiques ? C'est juste de la mauvaise économie, The Guardian. https://www.theguardian.com/commentisfree/2022/ aug/05/magic-money-tree-tory-line-labour-keir-starmer-tax

19. Jessica Woodroffe et Polly Meeks (2019) Opinion : L'austérité fait des ravages chez les femmes. Voici pourquoi, DEVEX. Opinion : L'austérité a un impact dévastateur sur les femmes. Voilà pourquoi. | Devex

20. Roosje Saalbrink (2019) Travailler pour une économie féministe juste, Womankind Worldwide. https://www.womankind.org.uk/wp-content/uploads/2019/03/working-towards-a-just-feminist- economy-final-web.pdf

21. OIT (2018) Travail de soins et emplois de soins pour l'avenir du travail décent. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_633135.pdf

22. OMS (2020) Etats de soins infirmiers dans le monde . https://apps.who.int/iris/ bitstream/handle/10665/331673/9789240003293-eng.pdf

23. Donald et Lusiani (2017).

24. Alliance mondiale pour la justice fiscale

25. Ibid.

26. FMI (2022) Stratégie du FMI pour l'intégration de la dimension de genre.

27. Il y a eu une baisse progressive de la part globale des revenus du travail (par rapport aux propriétaires de capital) documentée par l'OIT https://ilostat.ilo.org/topics/labour-income/. Voir aussi : Département de statistique de l'OIT (2019) Unité de production et d'analyse des données sur la répartition et le partage des revenus du travail dans le monde, résultats clés https://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/publications/ WCMS_712232/lang--en/index.htm

28. Voir AWID (2020) Manifeste du renflouement : D'un renflouement féministe à une reprise économique féministe mondiale Bailout Manifesto : https://www.awid.org/ publications/bailout-manifesto-feminist-bailout-global-feminist- economic-recovery | et Bhumika Muchhala (2020) Une féministe Un nouveau pactl vert mondial féministe et décoloniale : principes, paradigmes et transformation systémique WEDO. https://wedo.org/wp-content/ uploads/2021/06/FemEconClimate-ActionNexus_Brief_FemGND-1. pdf

29. L'ISP lancera le nouveau guide : Reconstruire l'organisation sociale des soins, Guide de plaidoyer, en octobre 2022.

30. L'OIT définit le travail de soins non rémunéré comme « le travail non rémunéré effectué pour maintenir le bien-être, la santé et l'entretien d'autres personnes dans un ménage ou dans la communauté ». L'Assemblée générale des Nations unies a utilisé, dans son rapport de 2013, une définition du travail de soins non rémunéré qui inclut "le travail domestique (préparation des repas, nettoyage, lavage des vêtements, collecte de l'eau et du combustible) et les soins directs aux personnes (y compris les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, ainsi que les adultes valides) effectués à domicile et au sein de la communauté".". Femmes, Redistribuer le travail rémunéré. Département du développement international des Nations Unies (2015), Déséquilibres sur le travail rémunéré. Rapport mondial sur le développement humain 2015.

31. Elson, D. (1995) La prise en compte du genre dans la modélisation de l'ajustement structurel, Développements dans le monde 23(11) : 1851–1868 cité dans Muchhala & Guillem (2022) Austérité genrée et dette incarnée en Equateur : les canaux par lesquels les femmes absorbent et résistent au choc des coupes budgétaires publiques. L'austérité et la dette incarnée en Équateur sont les canaux par lesquels les femmes absorbent et résistent au choc des coupes budgétaires publiques, Genre et développement 30:1-2, 283-309. https://www.tandfonline.com/eprint/ UYF7N6DSG8S5R5XWZNRE/full

32. Ghosh, J. (2016) La pauvreté du temps et la pauvreté de l'économie, METU Etudes en Development, 43: 1–19. cité dans Muchhala & Guillem (2022).

33. Muchhala & Guillem (2022).

34. Jaffe, S. (2020) La reproduction sociale et la pandémie, avec Tithi Bhattacharya. Cité dans ActionAid, 2020,. Un autre monde est possible : promouvoir des alternatives économiques féministes pour garantir les droits, la justice et l'autonomie des femmes et un monde équitable, vert et égalitaire. https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/actionaid_feminist_economic_alternatives_vol_1.pdf

35. Elson, D. (2010) « Genre et crise économique mondiale dans les pays en développement : un cadre d'analyse », Le genre et le Development 18(2) : 201–212. Cité dans Muchhala & Guillem (2022).

36. Folbre, N. (2009) La cupidité, la luxure et le genre : Une histoire des idées économiques,, Oxford University Press. Folbre, N. (2021) The Rise and Decline of Patriarchal Systems : Une économie politique intersectionnelle, Verso.cité en Muchhala & Guillem (2022).

37. Donald et Lusiani (2017).

38. Roosje Saalbrink (2019).

39. Action Policy Brief (2017) : Incorporation de l'autonomisation économique des femmes et du travail de prise en charge non rémunéré dans les politiques régionales en Afrique. Cité dans Ambrose et Archer (2020) Qui se soucie de l'avenir ? ActionAid International. https:// actionaid.org/sites/default/ files/publications/final%20who%20 cares%20report.pdf

40. PSI (2022) Care Manifesto : Reconstruire l'organisation sociale des soins. https://publicservices.international/resources/campaign/care-manifesto-rebuilding-thesocial-organization-of- care ?id=11655&lang=fr

41. Natalie Raaber et Diana Aguiar Association pour les droits de la femme dans le développement (AWID) (2011) Critiques féministes, alternatives politiques et appels à un changement systémique dans une économie en crise https ://editorialexpress.com/cgi-bin/conference/download.cgi?db_name=IAFFE2011&paper_id=262

42. Centre de politique de développement mondial et CNUCED (2019) Un nouveau multilatéralisme pour une prospérité partagée. https://www.bu.edu/gdp/ files/2019/04/A-New-Multilateralism-GDPC_UNCTAD.pdf

43. Si seulement le monde économique avait écouté Phyllis Deane, 23 ans, dans les années 1940 : https://theconversation.com/womensunpaid-work-must-be-included-in-gdp-calculs-lessons-fromhistory-98110

44. Le mouvement écoféministe argumentait cela au début des années 1990, par exemple Vandana Shiva et Maria Mies dans « Econfeminsim » - voir Un autre monde est possible. Pour certains, références voir ActionAid_feminist_economic_alternatives_vol_1. pdf.

45. Dabla-Norris, E. et al (2015) Causes et conséquences de l'inégalité des revenus : une perspective mondiale, Note de discussion des services du FMI. https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1513. pdf Rachel Moussié (2016) Remettre en cause le pouvoir des entreprisesLes luttes pour les droits des femmes, la justice économique et la justice de genre, (Lutte pour les droits des femmes, la justice économique et la justice de genre),, AWID. https ://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/ccp_fullreport_eng. pdf Raaber et Aguiar (2011) Feminist critiques, policy alternatives and calls for systemic change to an economy in crisis, AWID. https://editorialexpress.com/cgi-bin/conference/download.cgi?db_ name=IAFFE2011&paper_id=262

46. Donald et Lusiani (2017)

47. Cela équivaut à 2 milliards de personnes travaillant à temps plein (soit 40 heures par semaine) sans salaire. L'OIT estime que, dans le monde, investir dans des services universels de garde d'enfants et de soins de longue durée pourrait générer jusqu'à 280 millions d'emplois d'ici 2030 et 19 millions supplémentaires d'ici 2035, soit un total de 299 millions d'emplois.

48. Ibid.

49. Ortiz et Cummins (2022).

50. Malgré les preuves montrant que les PPP ne fonctionnent pas. Voir Eurodad (2020) Pourquoi les partenariats public-privé ne sont toujours pas une réalité.. https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/eurodad/pages/1912/ attachments/original/1607952619/PPPs_FR.pdf?1607952619

51. Bhumika Muchhala (2020) Le COVID-19 révèle tout : La crise sanitaire et économique entremêlée appelle des réponses urgentes, une réforme systémique et une refonte idéologique de l'architecture financière internationale. Third World Network. https://twn.my/title2/resurgence/2020/343-344/cover02.htm

52. Donald et Lusiani (2017).

53. Bhumika Muchhala (2020).

54. Voir Kentikelenis et Stubbs (2016) [PDF] Politique de conditionnalité et de développement du FMI, 1985–2014 | Semantic Scholar

55. Oxfam International (2021) Ajouter de l'huile sur le feu : comment les exigences du FMI en matière d'austérité vont accroître les inégalités dans le monde entier https ://oxfamilibrary. openrepository.com/bitstream/handle/10546/621210/bp-covid- loans-imf-austerity-110821-enpdf ;jsessionid=4896CA0966A03430A B38C5ADFA5AD059 ?séquence=1

56. Bhumika & Guillem (2021) figure 2.

57. Munevar, D. (2021) Note d'information. Une pandémie de la dette : dynamique et implications de la crise de la dette de 2020 - Eurodad

58. Ce groupe de pays comprend l'Angola, le Bénin, la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, la République démocratique du Congo, la République du Congo, les Comores, le Cap-Vert, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, la Guinée, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Mali, le Mozambique, la Mauritanie, le Sénégal, le Tchad, le Togo, l'Ouganda, la Zambie. Munevar, D. 2021.

59. Nita Bhalla (2022) Les femmes sacrifient leur santé pour protéger leur famille de l'explosion des coûtshttps://news.trust.org/item/20220922123627- 51s40/

60. Donald et Lusiani (2017).

61. Ibid.

62. Ibid.

63. Antonopoulos, Rania et Taun Toay (2009) From De la prise en charge non rémunérée à la prise en charge rémunérée Implications macroéconomiques de l'épidémie de et du sida sur le fardeau fiscal des femmes, Achive du Document Economic du Travail L'Institut économique Levy

64. Elson, D. (2004) Les objectifs du Millénaire pour le développement : A feminist development economics perspective, La Haye : Institute of Social Studies . http://www.gwsafrica.org/knowledge/elsen.html

65. Transparence financière (2021). Vers la reprise du Peuple: suivi des réponses fiscales et de protection sociale face a COVID -19 dans les pays du Sud. https://financialtransparency.org/wp-content/uploads/2021/04/FTC-Tracker-Report-FINAL.pdf

66. Nabil Abdo (2019) L'impact sexospécifique des politiques du FMI dans la région MENA : le cas de l'Egypte, de la Jordanie et de la Tunisie, Oxfam International. https ://www.oxfam.org/en/research/gendered-impact-imf-policies-mena

67. Ostry et al. (2016) ; Néolibéralisme : Survente ? Néolibéralisme : survendu ? -- Finance & Development, juin 2016 (imf.org) Voir aussi Spilimbergo et al. (2008), Politique Fiscale pour la Crise Aussi Furceri et al. (2021). La COVID-19 aura-t-elle des effets durables sur les inégalités ? Témoignages de pandémies passées

68. Ostry et al. (2016)

69. Ostry et al. (2016).

70. Qian et al. (2013). Les effets distributifs de l'austérité budgétaire | Bibliothèque multimédia - Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies

71. TJNA (2011) « Taxez-nous si vous le pouvez – Pourquoi l'Afrique devrait défendre la justice fiscale » donne quelques raisons convaincantes pour une imposition progressive .... « Les recettes fiscales sont nécessaires à tout État pour répondre aux besoins fondamentaux de ses citoyens. En Afrique, les recettes fiscales seront essentielles pour établir des États indépendants de citoyens libres, moins dépendants de l'aide étrangère et des caprices du capital extérieur ». https ://taxjustice.net/cms/upload/pdf/tuiyc_africa_final.pdf

72. Baunsgaard, T. et Symansky, S. (2009) Stabilisateurs fiscaux automatiques : comment peuvent-ils être améliorés sans augmenter la taille du gouvernement ? Note de position du personnel du FMI. https://www.imf.org/ fr/Publications/IMF-Staff-Position-Notes/Issues/2016/12/31/Automatic-Fiscal-Stabilizers-23303

73. Fabrizio et al. (2020). FMI, 2020, Les femmes dans la force ouvriere le rôle des politiques fiscales https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2020/02/11/Women-in-the-Labor-Force- The-Role-of-Fiscal-Policies-46237

74. Ibid.

75. Voir la Declaration de Beijing et la Platforme pour l'Action

76. Isabel Ortiz et Matthew Cummins Initiative pour le Dialogue Politique (IPD) / Justice Sociale Globale (GSJ) (2022) Mette fin a l'Austerite : Un rapport Global sur les coups Budgetaire , Coupes et Reformes Sociales nefastes in 2022-25.

77. Projet Bretton Woods (2016) Le FMI et le genre : une analyse critique. https://www.brettonwoodsproject.org/wp-content/ uploads/2016/06/ final-gender-briefing-1-for-online-version-7.pdf

78. Turkan Mukhtarova, Faisal A. Baig et Zahid Hasnain (2021) Cinq faits sur l'égalité des sexes dans le secteur public https ://blogs. worldbank.org/ governance/five-facts-gender-equity-public-

79. OMS (2020) Situation des soins infirmiers dans le monde. Voir aussi : https ://www. who.int/activities/value-gender-and-equity-in-the-global-health- workforce# :~ :text=Women%20account%20for%2070%25%20of,around%205%20billion%20people%20worldwide.

80. ActionAid International (2021) Le public face a l'austérité : Pourquoi les contraintes de la masse salariale du secteur public doivent cesser. https://actionaid.org/ publications/2021/public-versus-austerity-why-public-sector-wage- bill-constraints-must-end.

81. Il est important de noter qu'il existe également de nombreuses critiques de l'accent mis par les instrumentistes du FMI sur la participation des femmes au marché du travail. Voir, par exemple, Fabrizio et al. (2020).

82. OCDE (2017) Emploi : Part des femmes dans l'emploi public et total. https://www.oecd.org/g20/summits/osaka/G20- Women-at-Work.pdf

83. ONU Femmes (2015) Transformer les économies, réaliser les droits : le progrès des femmes dans le monde 2015-6, Chapitre 4 https :// unwomen.org/en/digital-library/publications/2015/4/progress-of- the-worlds-women-2015

84. Fulton, L. (2011) Creuser l'écart entre les hommes et les femmes : l'impact des réductions de salaires et d'emplois dans le secteur public sur l'emploi et les conditions de travail des femmes dans quatre pays, , Rapport pour la Fédération européenne des syndicats de la fonction publique, préparé par le Département de la recherche sur le travail. Rubery, J. (2015) Austerity, the Public Sector and the Threat to Gender Equality, Economic and Social Review.

85. 51 % de la main-d' œuvre enseignante est permanente. Il y a actuellement 100 000 enseignants permanents au Népal.

86. Tiré de l'enquête sur les forces de travail au Népal

87. 94 pour cent des travailleurs au Népal dans le développement de la petite enfance sont des femmes.

88. Jusqu'à très récemment, il ne s'agissait que de NR 8000. Il est actuellement proposé de porter ce montant à 15 000 roupies (encore seulement 130 dollars américains), la moitié environ étant prise en charge par le gouvernement fédéral et le reste par les gouvernements locaux. Mais le gouvernement fédéral ne propose toujours que NR800 à l'heure actuelle.

89. De : ActionAid Nepal (2021) Recherche sur les projets de loi sur les salaires des enseignants du secteur public.

90. ActionAid International (2021) Le Public face a l'Austerite.

91. Avant 2014, le coût d'un panier pour une famille typique de cinq personnes était utilisé comme mesure du seuil de pauvreté alimentaire. Cependant, depuis 2014, ZIMSTAT donne le seuil de pauvreté alimentaire par personne. Mais nous avons utilisé la comparaison des gains moyens par mois pour les travailleurs des secteurs de l'éducation et de la santé ainsi que le seuil moyen de pauvreté alimentaire pour une famille typique de cinq personnes sur la période 2010-2020.

92. ActionAid Zimbabwe (2022) Recherche sur les tendances des projets de loi sur les salaires des enseignants du secteur public. https://zimbabwe. actionaid.org/ publications/2022/public-service-wage-bill-pswb-research-report- public-vs-austerity-zimbabwe

93. Ibid.

94. L'UNICEF a soutenu très tôt et fermement la nécessité de protéger les travailleurs de la santé et de l'éducation – comme indiqué dans ce document de travail sur les politiques et les pratiques de l'UNICEF (2010). « Protéger les salaires des enseignants et des travailleurs de la santé en première ligne » : https://papers.ssrn.com/sol3/ papers. cfm?abstract_id=1745486

95. De : ActionAid Ghana (2021) Tendances de la masse salariale dans le secteur public (éducation et santé) et forces en jeu dans le gel des salaires.

96. Donald et Lusiani (2017).

97. Ortiz, I., Cummins, M., Capaldo, J., Karunanethy, K. (2015) The Decade of Adjustment : Décennie de l'ajustement : A Review of Austerity Trends 2010-2020 in 187 Countries, SS Working Paper No. 53, OIT, The South Centre, Columbia University.. https://www.southcentre.int/wp-content/ uploads/2015/11/The-decade-of-adjustment_EN.pdf

98. C. Mariotti, N. Galasso et N. Daar (2017). Grandes attentes : le FMI transforme-t-il les mots en action sur l'inégalité ? Oxfam. https :// policy-practice.oxfam.org.uk/publications/great-expectations-is-the- imf-turning-words-into-action-on-inequality-620349

99. Abdo (2019).

100. FMI (2014) Tunisie : Premier et deuxième examen dans le cadre de l'accord de confirmation, FMI, cité dans Abdo (2019).

101. Donald et Lusiani (2017).

102. Abdo (2019).

103. S. Chant et K. Brickell (2014). Intégrer (et dépatriarchiser) le programme de développement : un besoin d'un plus grand engagement des ménages (et des familles) dans les interventions politiques liées au genre ? In : S.M. Rai and G. Waylen, eds. New Frontiers in Feminist Political Economy. N. Kabeer et al. (2013). Travail rémunéré, autonomisation des femmes et croissance inclusive : transformer les structures de contrainte, ONU Femmes. Comme indiqué dans Abdo (2019).

104. Donald et Lusiani (2017).

105. Il y a généralement moins de données sur l'accès à la protection sociale dans les pays du Sud, mais la phase 1 du suivi du rétablissement des personnes a fait du travail à ce sujet dans le contexte du rétablissement FTC-Tracker-Report-FINAL.pdf (financialtransparency.org).

106. Coalition pour la transparence financière (2021) Suivi des réponses fiscales et de protection sociale à la crise de 19 ans dans les pays du Sud. https ://financialtransparency.org/wp-content/uploads/2021/04/ FTC- Tracker-Report-FINAL.pdf

107. Voir ActionAid (2021) Le Public face a l'Austerite.

108. FMI. Sierra Leone : Consultation de 2016 au titre de l'article IV et cinquième examen dans le cadre de la facilité élargie de crédit et de financement Examen des assurances et demande de prolongation de la facilité de crédit élargie - communiqué de presse ; rapport du personnel ; et déclaration du directeur exécutif pour la Sierra Leone. https:// www.imf.org/en/ Publications/CR/Issues/2016/12/31/Sierra-Leone-2016-Article- IVConsultation-and-Fifth-Review-Under-the-Extended-Credit-44098

109. Les salaires moyens des femmes représentent 86 % des salaires des hommes dans le secteur public, contre 76 % des salaires des hommes dans le secteur privé formel. Banque mondiale (2019) Cinq faits sur l'égalité des sexes dans le secteur public https://blogs.worldbank.org/ governance/five- faits sur l'égalité des sexes dans le secteur public

110. Donald et Lusiani (2017).

111. Ibid

112. Donald et Lusiani (2017).

113. ActionAid Ghana (2019) Services publics sensibles au genre et politique macroéconomique au Ghana.. https://actionaid.org/publications/2019/ gender-responsive-public-services-and-macro- economic-policy-ghana

114. CESR (2015) Espagne Fiche d'information http://www.cesr.org/sites/ default/files/ FACTSHEET_Spain_2015_web.pdf

115. ActionAid International (2020). https://actionaid.org/sites/default/ files/ publications/final%20who%20cares%20report.pdf

116. Bhumika & Guillem (2022).

117. ActionAid Bangladesh (2017) La reconnaissance et la redistribution du travail de soins non rémunéré

118. Donald et Lusiani (2017).

119. Ibid. et ONU Femmes, 2015 Transformer les économies, réaliser les droits : le progrès des femmes dans le monde 2015-6, Chapitre 4 https ://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2015/4/progress-of-the-worlds-women-2015

120. Ibid.

121. Ibid.

122. OIT (2018) Travail de soins et emplois de soins pour l'avenir du travail décent. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_633135.pdf

123. Muchhala & Guillem (2022). Picchio, A. (2003) Une approche macroéconomique d'un niveau de vie élargi », dans A. Picchio (éd.) Travail non rémunéré et économie. A Gender Analysis of the Level of Living.

124. Muchhala & Guillem (2022). Budlender, D. et R. Meena (2012) « Impayés et débordés : faire face au VIH et au sida en Tanzanie » dans S. Razavi et S. Staab (éd.) Dans Global Variations in the Political and Social Economy of Care : Des mondes à part, S. Razavi et S. Staab, eds.

125. Donald et Lusiani (2017).

126. Principes directeurs des Nations Unies sur l'évaluation de l'impact des réformes économiques sur les droits de l'homme https://www.ohchr.org/en/calls-for-input/ principes directeurs - droits de l'homme - évaluations d'impact - politiques économiques de

127. Cité dans Bretton Woods Project, 2019, The IMF and Gender Equality : Operationalizing Change. https ://www.

128. Ibid.

129. La macro-criticité est une norme assez vague que le FMI a adoptée en 2012 pour indiquer ce qui relève de son mandat, par exemple en évaluant « quelles questions affectent l'économie à la macro niveau » et pour guider l'engagement du FMI sur ces questions. Voir le FMI, Guidance Note for Surveillance under Article IV Consultation, 2015 cité dans Bretton Woods Project, 2019, The IMF and Gender Equality : Operationalizing Change https://www.brettonwoodsproject.org/2019/02/the-imf-and-gender-equality-operationalizing-Modifier Le mandat du FMI limite son domaine de travail à des questions qui sont soit « macro-critiques » – celles qui ont une influence sur les indicateurs agrégés nationaux, régionaux ou internationaux tels que le PIB et les taux de chômage – ou qui peuvent être influencées par l'utilisation d'outils macro-économiques, tels que l'ajustement de la politique commerciale ou budgétaire. Dans Bretton Woods Project, 2016, The IMF and Gender : A critical analysis https://www.brettonwoodsproject.org/wp-content/ uploads/2016/06/final-gender-briefing-1-for-online-version-7.pdf

130. FMI (2022) Strategie vers l'integration de dimension de genre https :// www. imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2022/07/28/IMF-Strategy-Toward-Mainstreaming-Gender-521344

131. Voir plus sur Bretton Woods Project (2020) La prise de decision par le FMI et la Banque Mondiale https://www.brettonwoodsproject.org/2020/04/imf-and-world-bank-decision-making-and- governance-2/

132. Nations Unies (1995) Déclaration et Programme d'action de Beijing. https://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20E.pdf

133. Nations Unies (1979) Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes New York. https://www.ohchr.org/ fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-elimination-all-forms-discrimination-against-women

134. Nations Unies (1966) Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. https://www.ohchr.org/en/instruments-mécanismes/instruments/international-covenant-economic-social- and-cultural-rights

135. IWRAW-Asia Pacific https://cedaw.iwraw-ap.org/cedaw/cedaw-principles/cedaw-principles-overview/substantive-equality/'real equality goes beyond formal (de jure) equality – women and men must be equal in fact (de facto) as in law.'

136. Bhumika Muchhala (2020).

137. Sargon Nissan et Roos Saalbrink (2021) Examen global de la surveillance du FMI : une tentative ratée de répondre au moment présent. https://www.brettonwoodsproject.org/2021/07/the-imfs- comprehensive-surveillance-review-a-bungled-at-at-meeting- the-moment/

138. La croissance du PIB dans de nombreux pays axés sur l'exportation (par exemple, le Bangladesh, le Vietnam) dépend en grande partie de l'exploitation et de l '« avantage concurrentiel » qu'ils tirent de la main-d' œuvre « bon marché » des femmes.

139. Voir Bretton Woods Project. https://www.brettonwoodsproject.org/gender-equality-macroeconomics-project/and https ://www.brettonwoodsproject.org/2018/03/metoo-arrives-world-bank-publishes-gender-based-violence-action-plan/

140. Projet Bretton Woods (2022) Nouvelle stratégie de la Banque mondiale en matière de genre : L'approche de la protection sociale et les réformes macroéconomiques qui ne tiennent pas compte de la dimension de genre continuent de susciter des inquiétudes.. https://www.brettonwoodsproject. org/2022/07/hints-at-care-and-social-protection-focus-for-next-world-bank-gender-strategy-while-civil-society-hopes-for- macroeconomic-shift/

141. La note du FMI de 2018 sur l'opérationnalisation du genre dans le travail par pays recommande que : « Les équipes de pays devraient également réfléchir à l'impact d'autres politiques macroéconomiques sur le genre. Par exemple, les coupes budgétaires sur les subventions et les programmes sociaux, les coupes dans la masse salariale du secteur public ou l'augmentation des frais de transport pourraient avoir un impact plus important sur les femmes. Dans ces cas, le personnel peut envisager une combinaison de politiques alternatives pour prévenir de telles externalités négatives ou, si la première n'est pas réalisable, suggérer des mesures d'atténuation. » Fonds monétaire international (FMI), How to Operationalize Gender Issues in Country Work, 2018. https://www.imf.org/en/Publications/ Policy-Papers/Issues/2018/06/13/pp060118howto-note-on-gender

142. Ortiz et Cummins (2022).

143. Examiner 69 documents d'article IV et de prêt du FMI de 2016 à 2021 dans 15 pays au cours des cinq dernières années, en examinant toutes les références et les liens avec les factures salariales du secteur public au Ghana, au Malawi, au Sénégal, en Sierra Leone, en Tanzanie, en Ouganda, en Zambie, au Népal, au Vietnam, au Brésil, au Libéria, en Afrique du Sud, au Kenya, au Mozambique et au Bangladesh). Une note méthodologique plus complète à ce sujet peut être trouvée ici : https://actionaid.org/sites/default/files/publications/Méthodologie%20for%20Public%20versus%20Austerity%20final.pdf

144. Voir : Global Witness, 29 septembre 2022, Une décennie meurtrière pour les défenseurs de la terre et de l'environnement - avec un meurtre tous les deux jours https://www.globalwitness.org/en/press-releases/deadly-decade- land-and-environmental-activists-killing-every-two-days/; Women human rights defenders - - Le HCDH et les droits de la femme et l'égalité des sexes https://www.ohchr.org/en/women/women-human- rights-defenders ; UICN (2020) Women Environmental Human Rights Défenseurs : Faire face à la violence basée sur le genre dans la défense de la terre, des ressources naturelles et des droits de l'homme. https://genderandenvironment.org/ femmes-environnementales-défenseurs-des-défenseurs-des-défenseurs-défendre- violence-dans-la-défense-de-la-terre-ressources-naturelles-et-des-droits-de-l-homme/

145. L'approche d'ActionAid en matière de services publics sensibles au genre est articulée ici : https://actionaid.org/publications/2018/framework-2018-gender-responsive-public-services

146. Voir, par exemple, Reconstruire en mieux : Un appel au courage, octobre 2020. Stream #1 : Reconstruire en mieux avec le courage de collaborer à l'échelle mondiale par FES Geneva | Écoutez en ligne gratuitement sur SoundCloud

147. Voir, par exemple, la Commission de haut niveau sur l'emploi dans le secteur de la santé et la croissance économique. Centre international pour la fiscalité et le développement (2017) Comment les gouvernements des pays à faible revenu peuvent-ils percevoir davantage de recettes fiscales ? https://www.ictd.ac/ publication/how-can-governments-of-low-income-countriescollect- more-tax-revenue/

148. Cet article utilise le terme cas d'emploi pour s'éloigner d'une approche instrumentaliste des soins et du genre, comme le terme « cas d'investissement ».

149. La fiscalité féministe est une voie clé pour réaliser cet état redistributif. Voir Alliance mondiale pour la justice fiscale, Womankind et Akina Mama wa Afrika (2021).

150. Stromquist, N. (2018) Situation mondiale des enseignants et de la profession enseignante, Internationale de l'éducation http://ei-ie-al.org/sites/default/files/docs/2018_ei_research_statusofteachers_eng_final.pdf

151. Voir Indicateurs du travail décent développés par l'OIT https://www.ilo.org/integration/themes/mdw/WCMS_189392/lang--en/index.htm

152. Les salaires moyens des femmes représentent 86 % des salaires des hommes dans le secteur public, contre 76 % des salaires des hommes dans le secteur privé formel. Banque mondiale (2019) Cinq faits sur égalité des genres dans le secteur public https://blogs.worldbank.org/governance/five-factsabout-gender-equality-public-sector

153. Voir, par exemple, psi sur la privatisation et les droits humains des femmes. https://world-psi.org/uncsw/wordpress/wp-content/uploads/2019/03/FactSheetCSW63_Privatisation.pdf

ActionAid est un mouvement mondial de personnes qui travaillent ensemble pour renforcer les droits de l'homme pour tous et vaincre la pauvreté. Nous pensons que les personnes en situation de pauvreté ont en elles le pouvoir de créer le changement pour elles-mêmes, leurs familles et leurs communautés. ActionAid est un catalyseur de ce changement.

http://actionforglobaljustice.actionaid.org

Numéro d'enregistrement international: 27264198

Site web: www.actionaid.org
Téléphone: +27 11 731 4500
Fax: +27 11 880 8082
Email: mailjhb@actionaid.org

Secrétariat d'ActionAid International,
Postnet Suite 248, Private Bag X31, Saxonwold 2132,
Johannesburg, Afrique du Sud.

Octobre 2022